



إسمنت المغرب
Ciments du Maroc
Italcementi Group

RAPPORT ANNUEL
2012

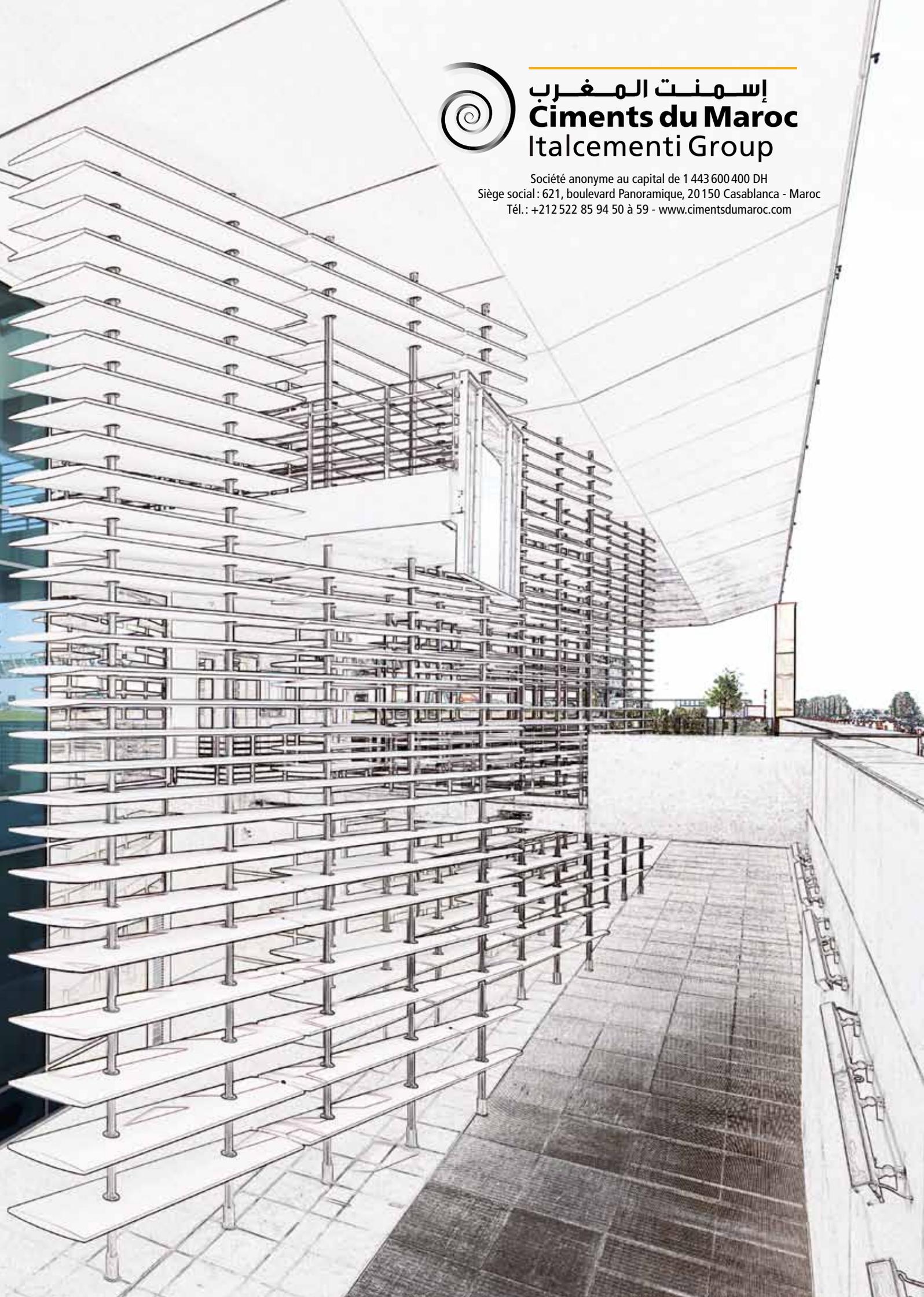






إسمنت المغرب
Ciments du Maroc
Italcementi Group

Société anonyme au capital de 1 443 600 400 DH
Siège social : 621, boulevard Panoramique, 20150 Casablanca - Maroc
Tél. : +212 522 85 94 50 à 59 - www.cimentsdumaroc.com





SOMMAIRE

10	Présentation de Ciments du Maroc
12	Chiffres-clés
14	Administration, Direction et Contrôle
19	Actionnariat
20	Historique
22	Métiers
28	Implantations au Maroc
32	Ressources humaines et informations sociales
34	Initiatives à caractère social
38	Santé et sécurité
40	Informations environnementales
42	Gestion des risques
44	Commentaires sur l'exercice
46	Faits marquants
50	Analyse de l'activité
52	Résultats
54	Perspectives
56	i.lab, le centre de recherches et d'innovation du groupe
60	États financiers
62	Comptes sociaux
70	Rapport du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale Ordinaire
77	Comptes consolidés
84	Informations juridiques



Mohamed CHAÏBI
Président Directeur Général

MESSAGE DU PRÉSIDENT

L'année 2012 a été marquée au Maroc par un ralentissement général de l'activité économique, avec une croissance du PIB de près de 2,7 % pour cette année, contre 5 % en 2011.

Le niveau de consommation de ciment étant fortement corrélé à l'activité économique, la consommation nationale de ciment a connu une phase de ralentissement, enregistrant un retrait de 1,6 % en 2012 par rapport à 2011, après une forte progression en 2011, pour atteindre un volume annuel de 15,9 millions de tonnes.

La rareté des liquidités bancaires et l'intensification des pressions pesant sur les comptes publics et les comptes extérieurs ont fortement impacté le niveau d'activité dans le secteur du BTP, principalement le logement, qui représente 75 % des ventes de ciment, mais également les chantiers d'infrastructures qui connaissent un ralentissement.

À cela s'ajoute l'entrée en service d'une nouvelle capacité sur le marché, ce qui n'a pas manqué d'impacter nos ventes : les volumes ont enregistré une baisse de 7,9 % par rapport à 2011, ainsi que nos résultats.

Le marché national du béton prêt à l'emploi et des granulats est, quant à lui, demeuré stable par rapport à 2011. Néanmoins, la limitation de la charge utile induite par le nouveau code de la route génère toujours une concurrence déloyale entre les opérateurs ainsi que l'explosion de l'activité informelle. Avec l'entrée de nouveaux opérateurs, Bétomar a connu un retrait de 7,8 % des volumes de béton prêt à l'emploi vendus par rapport à 2011. Les ventes de granulats ont connu une progression de 7,1 % par rapport à 2011.

Dans ce contexte difficile de baisse des volumes, et pour en limiter l'impact défavorable sur nos résultats, un important programme de réduction des coûts et d'amélioration des performances industrielles a été mis en place.

En effet, l'usine d'Aït Baha a consolidé l'amélioration de ses performances techniques.

L'usine de Marrakech a, pour sa part, enregistré un saut environnemental important en mettant en service les filtres à manches, en remplacement des électro-filtres alors que les préparatifs pour la réalisation d'un parc éolien de 10 megawatts à l'usine de Safi ont été bien avancés. Tandis qu'à Laâyoune, 60 % de la consommation électrique d'Indusaha est produite par son parc éolien.

Enfin, le démarrage de la construction du centre de broyage de Jorf Lasfar, d'une capacité de production de 450 kt de ciment, permettra de mieux répondre aux attentes de nos clients dans la région centre.

Sur le plan humain et en conformité avec les politiques d'Italcementi Group, notre engagement permanent pour la sécurité dans nos sites de production demeure partie intégrante de nos préoccupations majeures : Ciments du Maroc a ainsi renforcé ses dispositifs et initié de nouvelles actions visant à faire de la sécurité une priorité pour tous.

En termes de perspectives et en dépit d'une pluviométrie régulière laissant présager une campagne agricole favorable, les prévisions du marché pour l'année 2013 demeurent incertaines : en effet, la sortie de crise au plan international paraît improbable, ce qui ne manquera pas de peser sur les recettes touristiques et les transferts des Marocains Résidents à l'Étranger.

Par ailleurs, le manque de liquidités bancaires des entreprises, conjugué au déficit budgétaire de l'État ne semblent pas s'améliorer.

Ces perspectives difficiles nous imposent une poursuite des programmes d'amélioration continue de nos performances industrielles et de notre programme de développement des capacités de production.

En 2012, Ciments du Maroc a célébré ses 60 ans d'activité. Depuis sa création, notre entreprise a réussi à relever de nombreux défis et engagé plusieurs projets tant sur le plan technologique et social, qu'environnemental. Les acquis qui en ont résulté ont permis à Ciments du Maroc et Bétomar de conforter leur position d'acteur majeur sur le marché. Nous nous efforcerons de les consolider pour préserver les intérêts de nos clients, de nos équipes, de nos actionnaires et de notre pays.

Italcementi Group dans le monde

ÉTATS-UNIS ET CANADA

7  32 
3 

ESPAGNE

3  7 
6 

FRANCE

9  177 
1  75 

BELGIQUE

1  10 
2 

ALBANIE

1 

MAURITANIE

1  2 

GAMBIE

1 

SRI LANKA

1 

LE GROUPE



22 pays



53 cimenteries



10 centres de broyage



449 centrales à béton



115 carrières



7 terminaux



Environ 19 000 employés



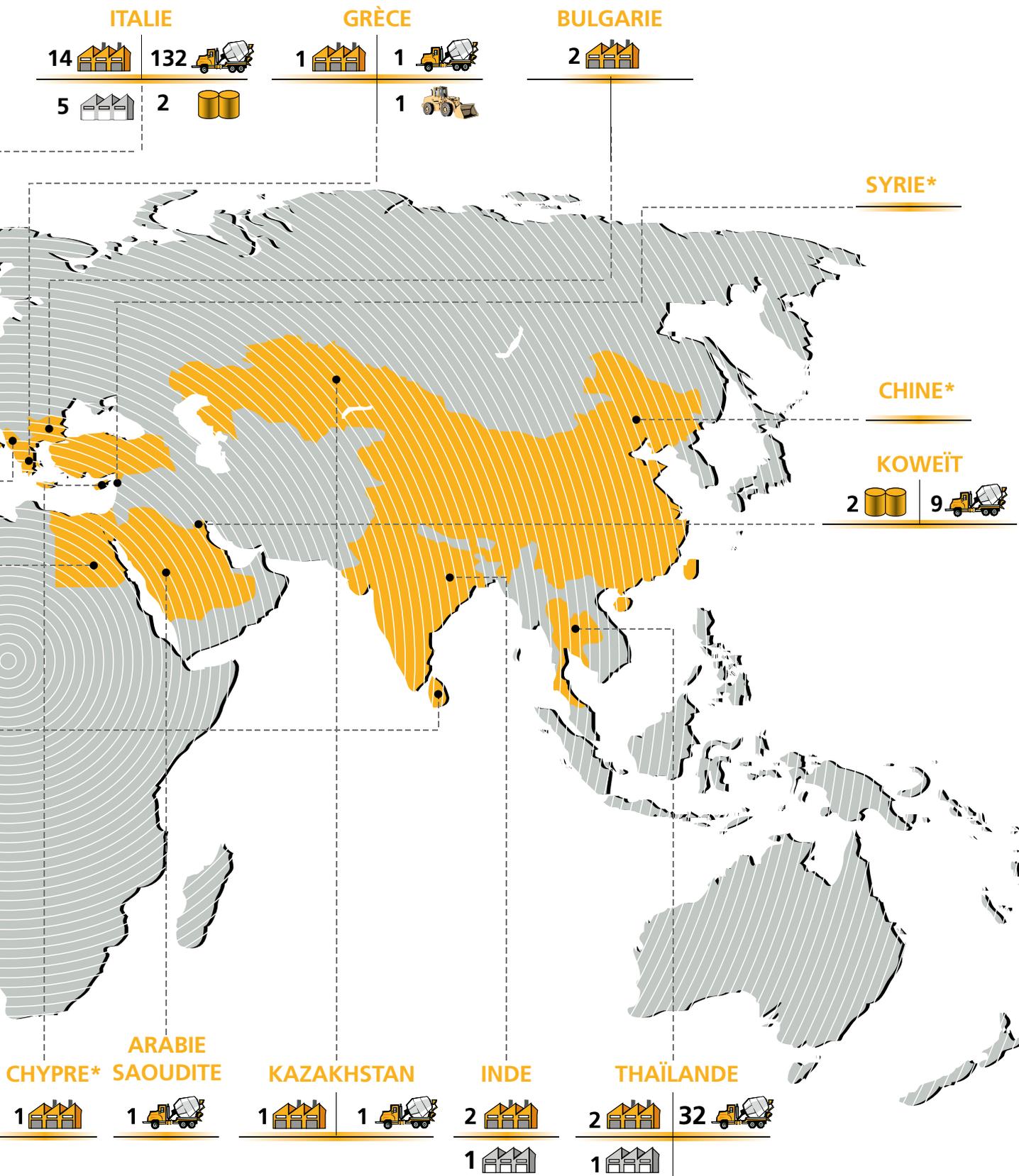
4,5 milliards d'euros
de ventes annuelles en 2012

MAROC

3  26 
1  4 

EGYPTE

5  20 



*Intérêts minoritaires : Chine, Chypre et Syrie.

Présentation de Ciments du Maroc

Chiffres-clés	P12
Administration, Direction et Contrôle	P14
Actionnariat	P19
Historique	P20
Métiers	P22
Implantations au Maroc	P28
Ressources humaines et informations sociales	P32
Initiatives à caractère social	P34
Santé et sécurité	P38
Informations environnementales	P40
Gestion des risques	P42



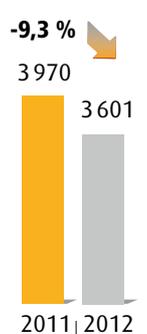


Chiffres-clés

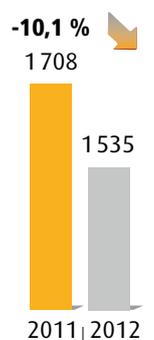
Résultats opérationnels 2012 solides Résultat net impacté par des éléments non récurrents

Chiffres-clés comptes consolidés Ciments du Maroc

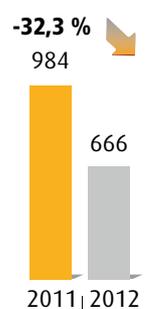
Chiffre d'affaires
(MDH)



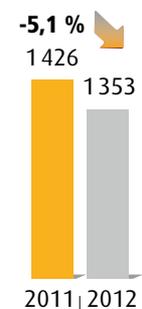
Excédent brut d'exploitation
(MDH)



Résultat net
(MDH)

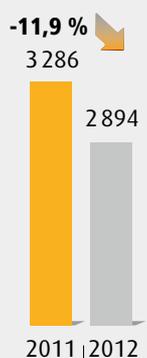


Capacité d'autofinancement
(MDH)

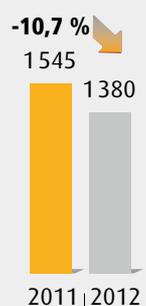


Chiffres-clés comptes sociaux Ciments du Maroc

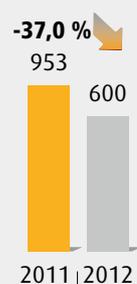
Chiffre d'affaires
(MDH)



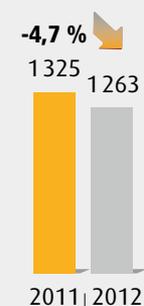
Excédent brut d'exploitation
(MDH)



Résultat net
(MDH)



Capacité d'autofinancement
(MDH)



Administration, direction et contrôle

Comité de direction

- 1 - **Mohamed CHAÏBI** Président Directeur Général
- 2 - **Abdallah HARMA** Directeur Général Délégué Ciments du Maroc et Indusaha
- 3 - **Omar ABARRO** Directeur Général Délégué Bétomar
- 4 - **Mohamed HSINA** Directeur des Ressources Humaines
- 5 - **Laurent MEYNET** Directeur Administratif et Financier
- 6 - **Fabio RIZZI** Directeur Technique
- 7 - **Mostafa NASMY** Directeur des Achats
- 8 - **Mohamed BOUJANOUI** Directeur Commercial



5

8

2

7

1

3

4

6

Conseil d'Administration

(Composition à l'Assemblée Générale du 17 mai 2013)

MOHAMED CHAÏBI ADMINISTRATEUR, PRÉSIDENT DIRECTEUR GÉNÉRAL
MUSTAPHA FARIS ADMINISTRATEUR, PRÉSIDENT D'HONNEUR
JEAN-PAUL MERIC ADMINISTRATEUR, VICE-PRÉSIDENT DIRECTEUR GÉNÉRAL DÉLÉGUÉ
ANASS HOUIR-ALAMI ADMINISTRATEUR, VICE-PRÉSIDENT
ABDALLAH BELKEZIZ ADMINISTRATEUR
YVES RENÉ NANOT ADMINISTRATEUR
CIMENTS FRANÇAIS ADMINISTRATEUR
 REPRÉSENTÉ PAR GIOVANNI FERRARIO
ABU DHABI FUND FOR DEVELOPMENT ADMINISTRATEUR
 REPRÉSENTÉ PAR SHABEEB AL DARMAKI
COCIMAR ADMINISTRATEUR
 REPRÉSENTÉ PAR FABRIZIO DONEGÀ
COFIPAR ADMINISTRATEUR
 REPRÉSENTÉ PAR PHILIPPE MARCHAT
MENAF ADMINISTRATEUR
 REPRÉSENTÉ PAR GIOVANNI MAGGIORA
FIPAR HOLDING ADMINISTRATEUR
 REPRÉSENTÉ PAR MOHAMED AMINE BENHALIMA
CIMR ADMINISTRATEUR
 REPRÉSENTÉ PAR KHALID CHEDDADI

ABDALLAH HARMA DIRECTEUR GÉNÉRAL DÉLÉGUÉ*

LAURENT MEYNET SECRÉTAIRE*

Commissaires aux comptes

KPMG
 ERNST & YOUNG

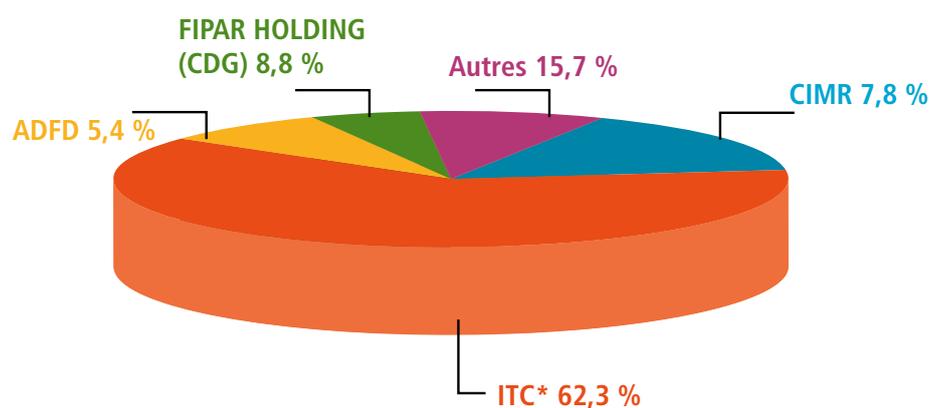
* Non-ADMINISTRATEUR.





Actionnariat

(au 31 décembre 2012)



ITC : Italcementi SpA (* par Ciments Français)

ADFD : Abu Dhabi Fund For Development

CIMR : Caisse Interprofessionnelle Marocaine de Retraites

CDG : Caisse de Dépôt et de Gestion

Création de la Société des Ciments d'Agadir (SCA), filiale à 100 % de la société Ciments Français. La cimenterie dispose d'une capacité de 60 000 tonnes par an, qui passera 7 ans plus tard à 100 000 tonnes par an. En 1991, elle atteindra 1,1 million de tonnes par an.

Introduction à la Bourse des Valeurs de Casablanca de la Société des Ciments d'Agadir puis, quatre ans plus tard, ouverture du capital de la société aux actionnaires marocains. La part de Ciments Français passe alors à 37 %.

Création de deux filiales dans les matériaux de construction : Bétomar pour le béton prêt à l'emploi (BPE) et Sagram pour les granulats. Ces deux sociétés fusionneront 10 ans plus tard sous le seul nom de Bétomar.

Redevenu actionnaire majoritaire, Ciments Français lance la construction d'une nouvelle cimenterie d'une capacité de 600 000 tonnes à Safi avec la SNI et la BNDE en constituant la société Cimasfi. Cette capacité a été augmentée progressivement pour atteindre aujourd'hui 1 million de tonnes.

Lancement du programme d'intégration environnementale de l'usine d'Agadir.

1951

1969

1989

1990

1991

Historique

2003

2005-2006

2007

2008

Création de la filiale d'adjuvants Axim Maroc. Certification ISO 14001 pour l'ensemble des sites de Ciments du Maroc.

Attribution à Ciments du Maroc du prix Plages Propres (Fondation Mohammed VI pour la protection de l'environnement).

Convention d'investissement de 3,6 milliards de dirhams avec l'État marocain pour la construction d'une nouvelle cimenterie (Aït Baha) et optimisation des performances des usines de Marrakech et de Safi.

Prise de participation stratégique à hauteur de 11,7 % du capital social de Suez Cement Company, premier producteur égyptien de ciment.

Certification ISO 14001 de la carrière Ouled Abbou (Bétomar) : première carrière de granulats certifiée au Maroc.

Lancement en février des travaux de la nouvelle cimenterie d'Aït Baha.

Obtention par Ciments du Maroc du prix Innovation Plages Propres dans le cadre de son intervention sur la plage de Safi.

Prise de contrôle par Italcementi de Ciments Français. Cimafsi et la Société des Ciments d'Agadir (SCA) fusionnent sous le nom de Ciments du Maroc.

Adoption d'une nouvelle identité visuelle, à l'instar des autres filiales d'Italcementi Group.

Fusion absorption de la société Asmar contrôlant la cimenterie de M'Zoudia (région de Marrakech) par Ciments du Maroc.

Création de la filiale Indusaha à Laâyoune et entrée en production de son centre de broyage.

Finalisation du processus de certification ISO 9002 pour l'ensemble des usines de Ciments du Maroc (Marrakech en 2001, Agadir en 1999 et Safi en 1998).

Célébration du cinquantième de Ciments du Maroc.

Ouverture et mise en service par Bétomar de la carrière Ouled Abbou.

1992

1997

1999

2001

2002



2009

2010

2011

2012

Mise en service en novembre du premier broyeur à ciment de la cimenterie d'Aït Baha. Mise en service de la nouvelle usine d'adjuvants d'Axim Maroc sur le site d'Ain Sebaâ.

Mise en service de la cimenterie d'Aït Baha, d'une capacité de production de 2,2 millions de tonnes et doublement de la capacité du centre de broyage d'Indusaha à Laâyoune, en la portant à 0,5 million de tonnes.

Mise en service du premier parc éolien à Laâyoune, pour alimenter en énergie le centre de broyage de Laâyoune, composé de 6 turbines. Cession de la totalité des actions d'Axim Maroc, filiale contrôlée par Ciments du Maroc, opérant dans la branche agents de mouture pour ciments et adjuvants pour béton.

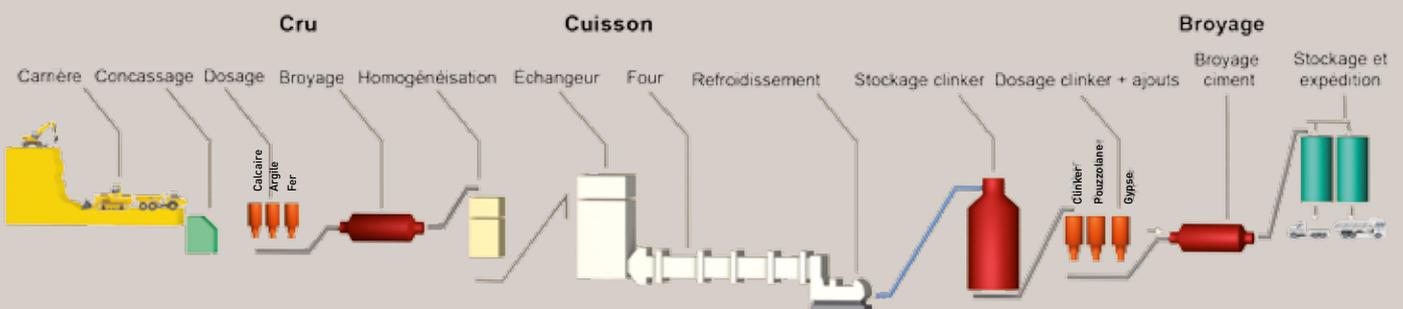
Démarrage de la construction du centre de broyage de Jorf Lasfar. Attribution à Ciments du Maroc du prix Plages Propres (Fondation Mohammed VI pour la protection de l'environnement).

Métiers

Le ciment

Le ciment est un produit de proximité dont la production requiert des investissements lourds et des réserves en matières premières suffisantes et de bonne qualité.

Les usines de Ciments du Maroc sont installées à proximité de carrières dont les réserves leur permettent de faire face aux besoins d'exploitation à long terme. La durée de vie moyenne de ces carrières est de l'ordre de 50 ans. Les matières premières prélevées dans la carrière (calcaire 80 % et argile 20 %) sont concassées. Séchées puis broyées finement, elles donnent le « cru ». Porté à une température avoisinant les 1 450 °C dans un four rotatif, ce cru subit ensuite des réactions chimiques complexes qui le transforment en clinker. Étape finale, le ciment est obtenu en broyant finement le clinker avec divers ajouts qui déterminent les qualités attendues du produit final.



Nos produits...

Ciments du Maroc commercialise une gamme complète de produits cimentiers, adaptés aux besoins de ses clients et à tous les usages. Ces produits sont fabriqués dans ses usines conformément aux normes marocaines. Ces produits peuvent être conditionnés en sacs ou en vrac (sauf Cimartob et ciment blanc) et peuvent être livrés en FOB (vente départ usine) ou en CFR (vente rendu).

La gamme de produits se compose de CPJ 35, CPJ 45, CPJ 55, CPA 55, CPJ 45 prise mer, CPJ 45 Low Alkali et CPJ 55 Low Alkali.



Ciment CPJ 35

Le CPJ 35 est un Ciment Portland avec ajouts qui contient un pourcentage minimum en clinker de 65 %, le reste étant constitué de gypse et d'ajouts (calcaire, cendres volantes, pouzzolanes). Parmi les principales caractéristiques garanties par la norme, la résistance à la compression à 28 jours doit être supérieure à 22,5 Mpa.

Le CPJ 35 est utilisé pour la préparation des bétons faiblement sollicités, béton non armé et tous les types de mortiers.



Ciment CPJ 45

Le CPJ 45 est un Ciment Portland avec ajouts qui contient un pourcentage minimum en clinker de 65 %, le reste étant constitué de gypse et d'ajouts (calcaire, cendres volantes, pouzzolanes). Parmi les principales caractéristiques garanties par la norme, la résistance à la compression à 28 jours doit être supérieure à 32,5 Mpa.

Le CPJ 45 est utilisé pour réaliser des bétons fortement sollicités (structures porteuses et fondations), des bétons armés courants et des éléments préfabriqués en béton armé ou non armé (poutres, poutrelles, éléments de grande surface, buses, hourdis) ou pour réaliser des travaux spéciaux tels que les barrages ou des ouvrages de génie civil ou industriel.



Ciment CPJ 55

Le CPJ 55 est un Ciment Portland avec ajouts. Les niveaux de qualité garantis par la norme (en particulier les résistances à 28 jours supérieurs à 42,5 Mpa) lui confèrent une bonne aptitude pour la confection des bétons armés destinés aux ouvrages du bâtiment et travaux publics.

Ciment CPA 55

Le CPA 55 est un ciment pur qui contient un pourcentage minimum de clinker de 95 %. Ses hautes performances mécaniques, particulièrement les résistances à la compression, développées aux jeunes âges, lui permettent d'être utilisé pour les bétons très sollicités ou nécessitant un décoffrage rapide comme la préfabrication des éléments en béton armé ou précontraint.

Ciment CPJ 45 prise mer

Le ciment CPJ 45 Prise Mer est fabriqué conformément aux deux normes :

- NM 10.1.004 : liants hydrauliques.
 - NM 10.1.157 : ciments pour travaux à la mer.
- Constitué de clinker et ajouts comme le calcaire, la pouzzolane ou le laitier, ce ciment est destiné à la confection des bétons nécessitant des performances qui leur permettent de mieux résister aux éléments chimiques présents dans les milieux agressifs tels que les eaux marines ou les eaux saumâtres.

Ciment CPJ 45 Low Alcali et CPJ 55 Low Alcali

Les ciments CPJ 45 Low Alcali et CPJ 55 Low Alcali sont des ciments Portland composés résultant de la mouture de clinker avec en complément un ou plusieurs constituants secondaires tels que les fillers, pouzzolane ou les cendres définies par la norme NM 10.1.004. Ils se distinguent par leur composition chimique comprenant un faible taux d'alcalin, ce qui leur offre une meilleure résistance aux attaques chimiques pouvant avoir lieu avec des granulats réactifs dans des conditions environnementales données. Cette caractéristique technique fait du CPJ 45 Low Alcali et du CPJ 55 Low Alcali des produits destinés aux bétons en contact avec l'eau, notamment pour les barrages où les bétons de fondations en contact avec la nappe phréatique.

... et services



Service du Rendu

Un parc de camions ainsi qu'un service logistique permettent aux clients qui le désirent d'assurer dans les meilleures conditions de sécurité, de coût et de service, le transport du ciment vrac et sac.

Assistance technique

Premier cimentier à s'équiper dès 2003 d'un laboratoire mobile, Ciments du Maroc dispose avec cette unité moderne et hautement technologique d'un outil performant capable d'effectuer plus de 80 prestations d'assistance technique par an sur les matériaux granulats, mortiers et bétons. Autre bénéficiaire, la possibilité de réaliser une large palette de tests de pointe sur granulats, mortier, béton frais, béton durci, agglos et hourdis ainsi que des essais spéciaux : maturométrie, essais MBE (Mortier du Béton Équivalent), essais sur coulis de ciment ou

identification rapide des ciments. Nos entreprises clientes des secteurs de la préfabrication, du béton prêt à l'emploi et de la route peuvent également compter sur les services de notre département Assistance Technique pour optimiser des études de formulation de béton, participer à la mise au point du processus industriel en préfabrication ou proposer des essais spécifiques liés au développement de nouvelles techniques.



Les granulats

Les granulats servent de matière première pour le béton, la maçonnerie, l'asphalte, ainsi que de matériaux de base pour la construction de routes, de remblais et de bâtiments.



Les granulats sont des sables et des graviers naturels, provenant de carrières de roches alluvionnaires ou massives. Les granulats se différencient par leur composition physique et chimique, en particulier par leur granulométrie et leur dureté. La géologie locale détermine les types de granulats disponibles sur un marché donné et tous les granulats ne sont pas disponibles sur tous les marchés. Environ 70 % des granulats sont utilisés dans l'industrie du bâtiment et constituent les composants essentiels des matériaux de construction : béton, béton prêt à l'emploi, préfabrication... Le reste de la production est destiné aux travaux routiers.

Le béton prêt à l'emploi (BPE)

Une large gamme de bétons prêts à l'emploi permet de répondre aux différents besoins des clients.

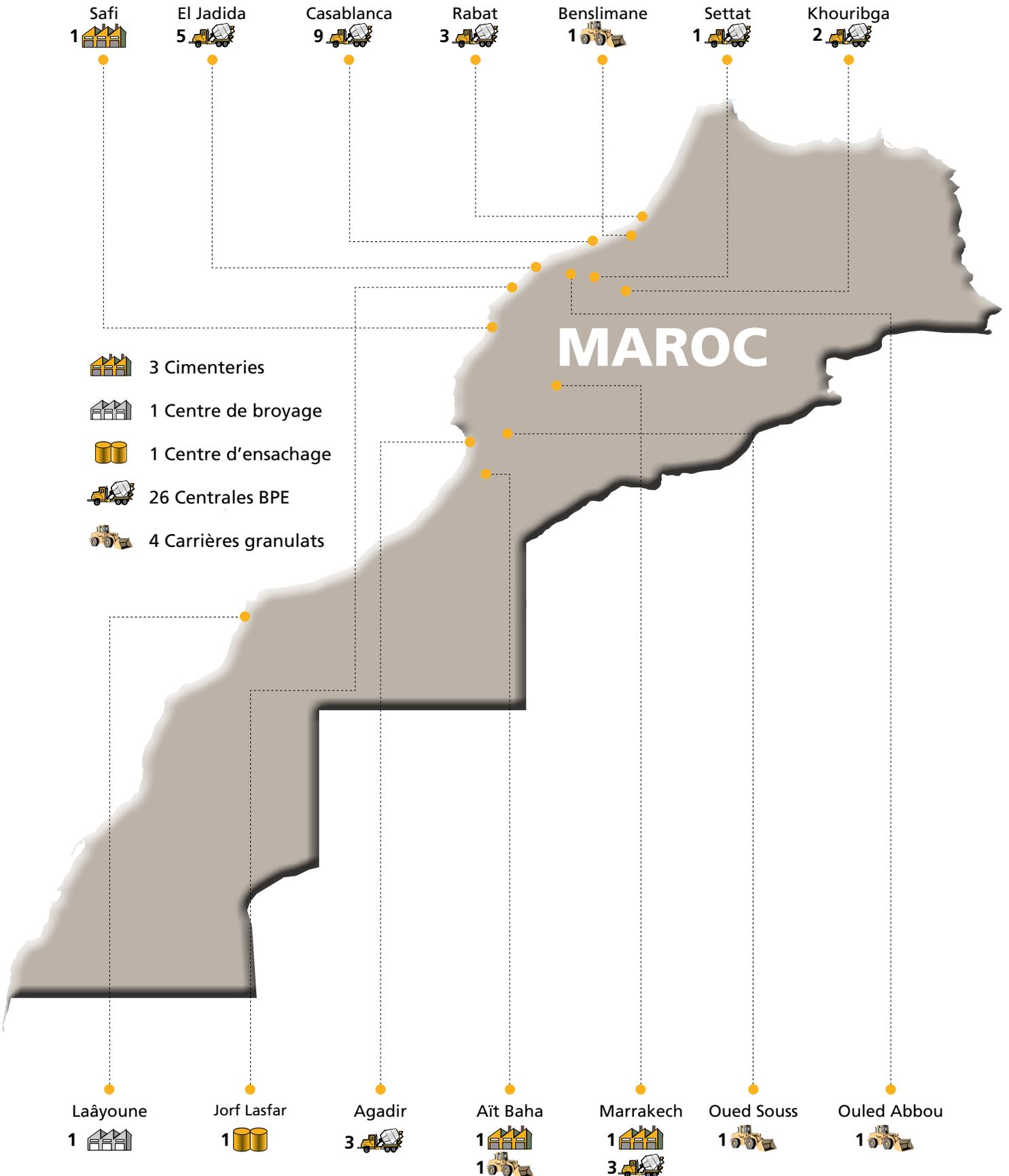


Le BPE est un mélange de ciment, de granulats, d'eau et d'adjuvants, dont la composition répond à des exigences techniques très rigoureuses. Il durcit pour former le matériau de construction le plus couramment utilisé dans le monde. Sa résistance à la traction et à la pression, sa durabilité, ses temps de prise sa facilité de pose, son esthétique et sa maniabilité sous différentes conditions climatiques et de construction sont les principales caractéristiques que nos clients prennent en compte pour l'achat du béton. Il est livré par des camions toupies, directement sur les chantiers, aux entreprises de construction. En garantissant une qualité régulière, une cadence importante des livraisons et une assistance à la mise en œuvre, le BPE permet aux entreprises de gagner du temps et d'assurer leurs prestations dans des délais plus rapides.



Implantations au Maroc





Nos usines



Aït Baha

Commune Imi Mqorn,
Province de Chtouka Aït Baha

Mise en service en juillet 2010, l'usine d'Aït Baha est l'une des cimenteries les plus modernes dans le monde. Elle a bénéficié des technologies les plus avancées en matière de protection de l'environnement et d'économie d'énergie et d'eau. D'une capacité de production de 2,2 millions de tonnes de ciment, facilement extensible au double, ce site est destiné à couvrir les besoins en ciment de la Région Souss Massa Draa et tout le Grand sud marocain.

L'usine est composée d'une ligne de cuisson de 5,000 t/j (le plus gros four actuellement au Maroc) du constructeur danois FLS, de deux broyeurs à ciment verticaux du constructeur allemand Loeshe, d'un atelier d'ensachage et

de chargement mécanisé de haute performance (8 000 t/j) et d'un atelier de palettisation. Les technologies déployées dans cette usine lui confèrent des performances énergétiques et environnementales des plus économiques.

Il est à signaler que c'est une des rares usines au monde à être dotée d'une technologie de cogénération consistant en la production d'électricité à partir de la chaleur résiduelle des gaz de four traditionnellement rejetés dans l'atmosphère.



Marrakech

Commune de M'Zoudia,
Province de Chichaoua

Mise en service en 1976, cette usine a été intégrée dans le dispositif de Ciments du Maroc, suite à l'acquisition de la société Asmar en 1999. Certifiée ISO 9002 en 2001 et ISO 14001 en 2003, elle a connu plusieurs rénovations pour atteindre aujourd'hui une capacité de production de 1,4 million de tonnes de ciment.

L'année 2012 a connu la mise en service du système de dépoussiérage avec des filtres à manches à haute efficacité en lieu et place des électrofiltres, ce qui permet à l'usine aujourd'hui d'atteindre des niveaux d'émissions largement inférieures aux seuils fixés par les standards locaux et européens.





Safi

Commune d'Eyir,
Province de Safi

Mise en service en 1992, cette usine a fait l'objet d'un important programme de rénovation en 2005 pour atteindre aujourd'hui une capacité de production d'un million de tonnes par an. Première cimenterie au Maroc certifiée ISO 9002 en 1998, puis ISO 14001 en 2003, elle est l'une

des plus performantes sur le plan de la consommation énergétique. L'usine de Safi enregistre d'excellentes performances environnementales, permettant de valoriser des pneus déchiquetés et des cendres volantes.

Laâyoune

Commune de Foum El Oued,
Province de Laâyoune

Construite en 2001, cette usine de broyage et de conditionnement possède une capacité annuelle de 250 000 tonnes. Afin de satisfaire les besoins croissants en ciment des Provinces du Sud, celle-ci a été portée à 500 000

tonnes en 2010. L'usine a réduit sa facture énergétique par l'utilisation de 60 % de l'énergie éolienne produite par son propre parc éolien.



Centre d'ensachage de Jorf Lasfar

Port de Jorf Lasfar

Ce terminal de réception, conditionnement et commercialisation du ciment facilite l'approvisionnement du marché de Jorf Lasfar et El Jadida.



Ressources humaines et informations sociales

« La fidélisation des collaborateurs et leur épanouissement passent par une politique de formation efficace et innovante, des actions de communication interne ciblées, ainsi qu'une politique sociale avantageuse. »

Une politique de formation efficace et innovante

▷ Amélioration des compétences par la formation

Ciments du Maroc attache une grande importance à l'amélioration des compétences de ses ressources humaines et par conséquent, met en place les moyens et les outils nécessaires pour assurer une meilleure formation à son personnel. Pour l'année 2012, plus de 700 salariés ont bénéficié de presque 15 000 heures de formation.





► La formation à distance, une nouvelle aubaine

Grâce au développement des réseaux informatiques et tenant compte des impératifs de dispersion géographique et des contraintes budgétaires, Italcementi Group a développé avec un partenaire externe une plateforme de formation à distance (e-learning) en faveur de ses filiales. En effet, certaines compétences peuvent être acquises ou enrichies en proposant au salarié de suivre sur son ordinateur une formation illustrée et commentée, à son rythme et au moment qui lui convient le mieux. La formation peut être assortie de test de vérification d'assimilation des connaissances. Ce mode de formation peut également être combiné avec le présentiel dans le cas où le formateur doit s'assurer de l'homogénéité du groupe en demandant aux participants de suivre certains modules en guise de prérequis. Un catalogue de formations est en cours de constitution couvrant tous les domaines : efficacité, développement durable et innovation, conformité et risques et développement du capital humain.

Une politique sociale avantageuse

Figurant parmi ses priorités et s'inscrivant dans la continuité, Ciments du Maroc a entrepris plusieurs actions en 2012 visant l'amélioration des conditions sociales de son personnel. Parmi ces actions, figurent notamment :

- La poursuite du programme d'acquisition de logements par notre personnel avec la constitution d'une nouvelle coopérative de logement à Safi pour un programme de 105 logements (sur une superficie de 10 000 m²).
- L'amélioration des conditions générales de couverture maladie au profit de nos salariés, toutes catégories confondues, actifs et retraités.

Une communication interne ciblée

Restant toujours à l'écoute de son personnel, Ciments du Maroc attache une grande importance à la communication interne.

Elle véhicule ainsi plusieurs messages et partage l'information avec ses employés.

Plusieurs outils y contribuent : journal interne, site intranet (i.like), réunions régulières de gestions par site, campagnes de sensibilisation...

Initiatives à caractère social

« Acteur engagé en matière de responsabilité sociale, Ciments du Maroc mène depuis plusieurs années, divers programmes et projets pour accompagner les populations locales et l'essor des régions où il opère. Ainsi, à travers des partenariats avec les fondations et les associations caritatives régionales et nationales, Ciments du Maroc soutient ces populations dans les domaines clés de l'éducation, la culture, le sport et la protection de l'environnement. »



Éducation et social

- ▷ Projet d'adduction en eau potable par la mise en place d'un réseau de canalisation de plus de 20 km en faveur de 6 douars situés près de l'usine d'Aït Baha, en partenariat avec l'INDH et la commune d'Imi Mqorn.

- ▷ Poursuite du programme de réhabilitation et d'agrandissement de l'école coranique d'Ida Oumannou (Province de Chtouka Aït Baha), en partenariat avec le Ministère des Habous et des Affaires Islamiques, les autorités locales et la Fondation du Sud. Cette école, accueillant 250 élèves, existe depuis près de cinq siècles et bénéficiera des standards conformes en terme d'éducation, d'habitat et d'hygiène.



- ▷ Soutien à la campagne nationale initiée par la Fondation Mohammed V pour la Solidarité, en faveur des franges de la population en situation précaire et au programme de la Fondation Mohammed VI pour la Réinsertion des détenus.

- ▷ Poursuite du programme de participation à la mise à niveau des écoles rurales dans le cadre du programme d'actions de l'Association Professionnelle des Cimentiers (convention avec le Ministère de l'Énergie, des Mines, de l'Eau et de l'Environnement).

- ▷ Contribution annuelle en tant que membre fondateur de la Fondation Académia et soutien à ses actions de promotion de l'excellence au profit des étudiants de conditions sociales modestes souhaitant intégrer de grandes écoles.

- ▷ Participation, par la livraison de matériaux et de ciment, au désenclavement de douars par la construction et la réfection de routes, ponts, mosquées, puits... au profit des riverains.



- ▷ Soutien à des ONG, associations à but non lucratif et universités (AMESIP, l'Heure Joyeuse, Maison de bienfaisance de Mzoudia, Association des Amis des Centres de Réforme et de Protection de l'Enfance, Rose du Sud pour enfants handicapés mentaux...)

- ▷ Octroi de stages et soutien au programme d'insertion des jeunes diplômés.

- ▷ Organisation de Journées Portes Ouvertes en faveur de divers publics : écoliers, étudiants, officiers, diplomates, autorités locales et médias.

Mécénat culturel et sportif

Ciments du Maroc soutient tout au long de l'année de nombreuses manifestations culturelles, artistiques et de sauvegarde du patrimoine régional et national, ainsi que divers colloques et conférences dans le but de promouvoir l'art et la culture : Printemps musical d'Essaouira, Timitar, Voix de Femmes, Festival Igoudar Idouard, Moussem Lalla Fatna, Women's Tribune...

Dans le domaine sportif, Ciments du Maroc sponsorise des événements régionaux majeurs : Rallye Classic, 4I Trophy, Association du Trophée Hassan II de Golf, Agadir Royal Golf Club, Royal Golf Aït Melloul, Club Hassania, Étoile d'Anza, Gants d'or, COC Tennis Club, Triathlon d'Agadir, course sur route Feu Rah Fdaili, Cross Fom El Qued...

Sensibilisation à la protection de l'environnement

- ▷ Participation au programme Plages Propres de la Fondation Mohammed VI pour la Protection de l'Environnement par le parrainage de trois plages dans la région de Safi : Safi ville, Lalla Fatna et Kourram Daif.



- ▷ Participation à de nombreuses actions en partenariat avec l'Observatoire de la Palmeraie de Marrakech : caravanes médicales, organisation de journées de sensibilisation à la protection de l'environnement, célébrations des journées internationales de la terre et du volontariat, excursions au profit des élèves d'éco-écoles.



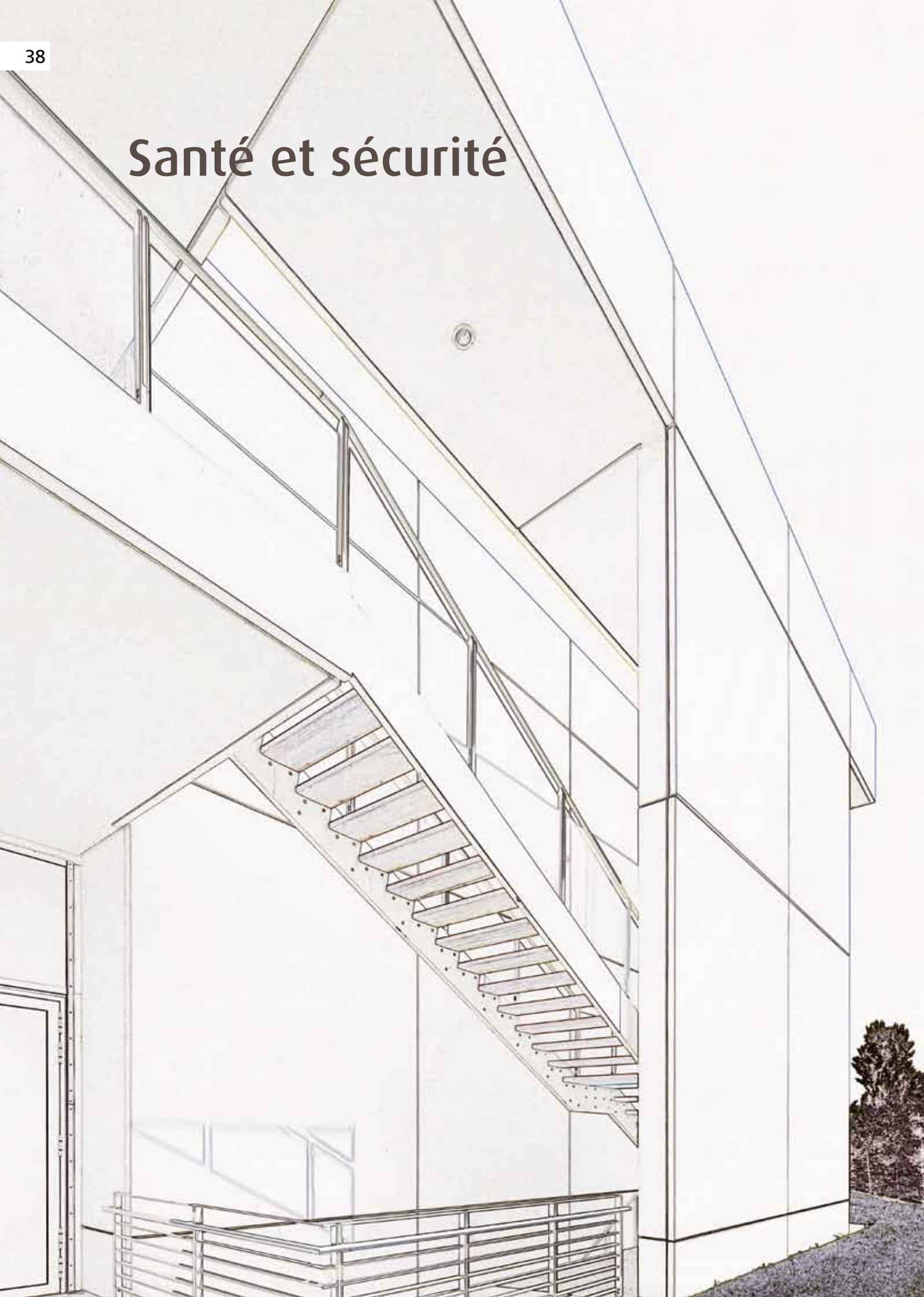
- ▷ Poursuite de la participation aux campagnes nationales de ramassage et d'élimination des sacs plastiques dans l'ensemble des régions d'implantation de nos usines (environ 47 millions de sacs).
- ▷ Organisation, en partenariat avec le Jardin Zoologique de Rabat, d'ateliers pédagogiques pour la protection de l'environnement en faveur des enfants défavorisés.



- ▷ Poursuite de l'opération de plantation d'arbres aux alentours des usines : ceinture verte entre Mzoudia et Chichaoua près de l'usine de Marrakech, arganiers autour de l'usine d'Aït Baha et Acacias à Safi.



Santé et sécurité





« L'amélioration des conditions d'hygiène et de sécurité demeure un objectif permanent pour Italcementi Group. Après plus de dix ans du programme « Zéro Accident », le taux de fréquence des accidents a fortement baissé (d'environ 80 %).

Afin de se donner un nouvel élan à l'action sécurité, une nouvelle démarche a été mise en place en 2011 visant à parfaire les conditions d'hygiène et de sécurité et à développer davantage la culture sécurité chez nos employés et sous-traitants. »

D'importantes actions ont été réalisées en 2012, notamment :

- ▷ Poursuite de la mise en place des standards de port d'équipements de protection individuels (EPI), travaux en hauteur et lancement du nouveau standard "consignation - déconsignation" ;
- ▷ Réalisation de plusieurs formations sécurité ;
- ▷ Poursuite d'application stricte de la limitation de la charge autorisée, aussi bien pour les clients et les fournisseurs que pour le transport en propre ;
- ▷ Visites sécurité du comité de direction à l'ensemble des sites de production et soutien à l'action sécurité ;
- ▷ Lancement de groupes de progrès sécurité dans les sites constitués de collaborateurs directement concernés qui s'emploient à identifier et analyser des situations de risque et proposent des solutions.

Informations environnementales



Systèmes de Management environnemental

Ciments du Maroc poursuit sa politique de mise en place des SME selon la norme ISO 14001. Un autre site a intégré le périmètre de certification, l'usine d'Indusaha qui s'est distinguée par la certification de son SME jugé conforme par l'organisme certificateur AFAQ AFNOR.

La certification de l'usine d'Aït Baha est prévue pour 2013.

Par la généralisation et les extensions de ces certifications, Ciments du Maroc confirme sa politique d'amélioration continue des performances environnementales et la limitation des impacts de ses activités.

Utilisation responsable des matières premières et combustibles

La nature du procédé de fabrication ciment fait appel à des quantités énormes de matière minérale naturelle et de combustibles. Pour réduire la pression sur ces ressources naturelles ainsi que les émissions CO₂, Ciments du Maroc a mis en place depuis quelques années une politique CMS (Combustibles et Matières de Substitution).

Dans cet axe, les principales actions 2013 sont :

- ▷ Poursuite de la valorisation des pneus déchiquetés à Safi (6 000 t).
- ▷ Mise en service de l'installation de valorisation des pneus à Aït Baha.
- ▷ Exploration d'autres voies pour la valorisation des déchets (biomasse, huiles usagées, plastiques...)
- ▷ Valorisation des résidus industriels (cendres de pyrrhotine, laitier et cendres volantes).

Investissements environnementaux

- ▷ Installation des pneus déchiquetés à l'usine d'Aït Baha.
- ▷ Modification des électro-filtres à l'usine de Marrakech.
- ▷ Avancement des travaux du parc pilote thermique à Aït Baha.

Carrières

L'un des axes de la politique de développement durable du Groupe est le réaménagement des carrières. L'ensemble des carrières alimentant nos sites en matières premières possèdent des plans de réaménagement (pendant l'exploitation ou en fin d'exploitation). Ces plans permettront la remise en état des sites avec intégration dans leur environnement.

Dans ce cadre on peut citer :

- ▷ La remise en état d'une partie de la carrière d'argile (Anza) : remblayage d'une excavation.
- ▷ L'extension de la carrière de Safi a fait l'objet d'une étude d'impact sur l'environnement avec plan de réhabilitation.

Émissions

Il s'agit essentiellement des poussières et effluents gazeux dont les rejets ont été notablement diminués par une performance croissante des équipements de filtration :

- ▷ Des seuils en dessous des 20 mg/Nm³ ont été enregistrés au niveau de la cheminée du four de Marrakech après la mise en service des installations avec la modification des électro-filtres par un filtre à manche.
- ▷ Toutes les cheminées de nos fours sont équipées de CEM's qui permettent un suivi en temps réel de toutes les émissions. Les résultats enregistrés sont conformes aux normes.
- ▷ Mise en place des contrats de maintenance de ces équipements pour assurer une meilleure disponibilité et fiabilité des mesures.
- ▷ Réalisations des campagnes de mesure spot par laboratoire externe dans tous les sites, les rapports fournis attestent la conformité des émissions par rapport aux normes en vigueur.

Autres

- ▷ Certification de nos KPI's de développement durable par Ernest & Young : audit du processus de reporting qui atteste la fiabilité de nos indicateurs.

Gestion des risques



Culture du risque

Il est convenu que l'entreprise de toute nature est accompagnée de risque. Alors qu'une marge de manœuvre existe pour en atténuer les conséquences, certains risques ne peuvent être définitivement écartés : les risques systémiques sont associés aux paramètres politico-économiques : récession, taux de financement, instabilité politique, guerre... Ils sont par nature imprévisibles.

Par leur propre initiative ou par exigence liée à leur secteur d'activité, certaines sociétés se prêtent à un exercice intéressant consistant à tester leur capacité à faire face à des situations différentes des conditions normales d'exploitation : le « stress-test » simule ces conditions extraordinaires et mesure les paramètres de marche et le « point

de rupture » au-delà duquel la viabilité n'est plus garantie. La compréhension des comportements et des interactions permet d'améliorer la vision et d'apporter les éventuels réaménagements aux processus internes. Trois catégories de scénarios sont alors évoquées : événements extrêmes liés à l'environnement global (catastrophe naturelle, attaques, défaillance financière à grande échelle...), facteurs externes à fort impact (cours des intrants : énergie, matières premières...) ou alors facteurs internes (inefficience interne, non maîtrise des coûts fixes...).

S'interroger et structurer les réponses à la question « Que se passerait-il si... ? » est un premier pas vers l'instauration de la culture du risque.

La réactivité est un des avantages reconnus par les sociétés qui ont instauré une fonction et des processus de gestion des risques. En effet, les mécanismes instaurés permettent, en premier lieu d'éviter l'effet « étonnement ».

Enfin, ancrer cet exercice dans les processus de décision et de prévision constitue un atout important car il permet une lecture nuancée des grandeurs manipulées et améliore la flexibilité des systèmes. Italcementi Group et ses filiales, dont Ciments du Maroc, ont franchi des pas dans ce chemin si long et si dépendant de l'implication de tous les intervenants et du partage d'information à toutes les échelles :

- ▶ instauration de la fonction Risk Management au niveau Groupe et pays ;
- ▶ réalisation du plan d'actions triennal 2010-2012 adressant les domaines considérés comme prioritaires ;
- ▶ quantification des risques lors des exercices budgétaire et de reprévision.

Forts de la culture du risque ainsi installée, et tout en maintenant l'attention sur les aspects déjà traités, l'accent sera mis dorénavant sur les facteurs stratégiques et exogènes pour accentuer la vigilance et en même temps augmenter la sérénité nécessaire pour une bonne marche de l'entreprise.



Commentaires sur l'exercice

Faits marquants	P46
Analyse de l'activité	P50
Résultats	P52
Perspectives	P54

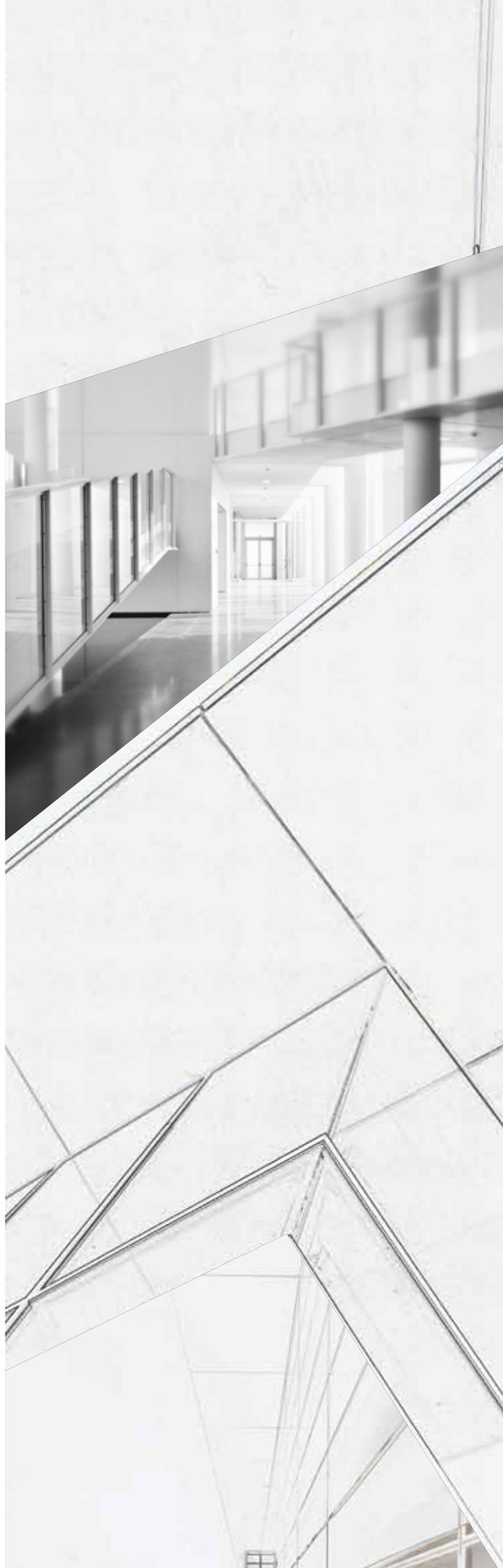


Faits marquants

« Activité industrielle »

Consolidation des performances de la cimenterie d'Aït Baha

Mise en service en juillet 2010, l'usine d'Aït Baha a consolidé ses performances en 2012 avec d'excellents niveaux de productivité et de consommation énergétique, ce qui a permis à Ciments du Maroc d'améliorer globalement ses performances, étant entendu que la cimenterie d'Aït Baha représente 50 % de la capacité de production de la société. Cette usine a connu également en 2012, la construction d'une installation de réception et d'incorporation des combustibles solides de substitution. Mise en service en début 2013, cette installation permettra de faire encore baisser le coût énergétique de l'usine.



Un important programme de mise à niveau de l'usine de Marrakech

L'usine de Marrakech a fait l'objet d'un important programme de maintenance d'une durée de 45 jours. En plus du remplacement des électrofiltres par des filtres à manches, plusieurs ateliers ont fait l'objet d'améliorations notamment le broyage cru, le transport de la farine et le four. Toutes ces interventions ont pour but d'améliorer la productivité et la disponibilité des installations et par conséquent, la production en clinker de l'usine.

Accélération des travaux de construction du centre de broyage de Jorf Lasfar

L'année 2012 connaît également l'accélération des travaux de construction du centre de broyage de Jorf Lasfar (d'une capacité de production de 450 kt/an) et dont la mise en service est prévue fin 2013, ce qui permettra de consolider la position de Ciments du Maroc dans le marché centre.

Une année complète d'exploitation du parc éolien de Laâyoune

Après une année complète d'exploitation du parc éolien de Laâyoune, la production s'est située à un niveau de 16 Gwh, en conformité avec les prévisions alors que la consommation en énergie du parc a été de 60 % au lieu de 80 %, prévue dans le projet. Les 40 % restant ont été cédés à l'ONE. Cette répartition moins favorable que prévu a pour cause l'inadéquation dans le temps entre la disponibilité du vent et le besoin en énergie, mais reste cependant améliorable.

Lancement d'un programme de réduction des coûts fixes

Dans le but de réduire l'impact de la baisse des volumes et prix à l'image d'Italcementi Group, Ciments du Maroc a lancé un programme de réduction des coûts fixes.

Ce programme se poursuivra en 2013 et concerne essentiellement la maintenance et les frais généraux.

« Activité ciment »

Forte croissance des ventes au cours du 1^{er} trimestre

L'année 2012 a été marquée par une forte croissance au premier trimestre avec des ventes cumulées au niveau national de 4566 kt, soit une progression de 21,8 % par rapport à la même période de l'année 2011.

Retournement de tendance à partir du 2^{ème} trimestre

À partir du mois d'avril, le marché connaît un retournement de tendance caractérisé par des baisses des ventes modérées au deuxième trimestre puis fortes au troisième, de telle sorte qu'au mois d'octobre, la performance annuelle cumulée devient négative et que les gains du premier trimestre ont été annulés. En dépit d'une reprise au mois de novembre, la forte baisse du mois de décembre fait chuter la performance annuelle à -1,60 %.

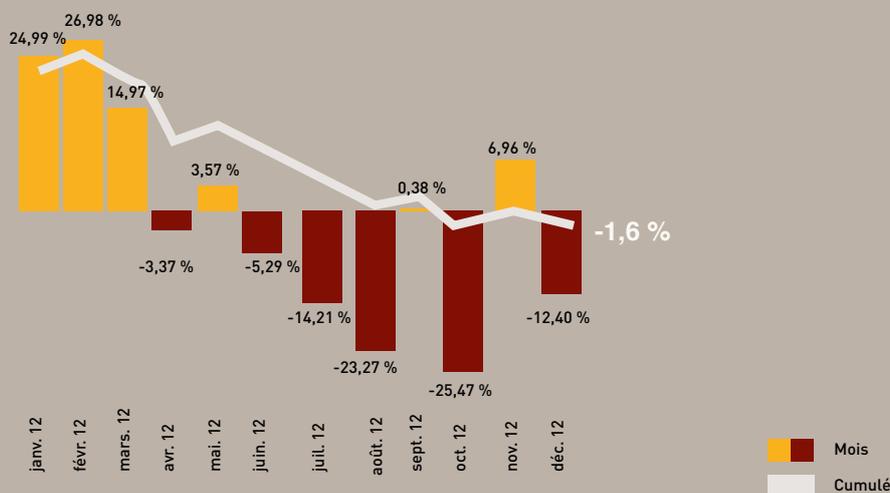
Évolutions différentes selon les régions

Cette baisse nationale s'est accompagnée de fortes variations au niveau régional. La région la plus dynamique a été Chaouia-Ouardigha avec une croissance de 15,1 %, quand la région de Taza-Al Hoceima-Taounate a été la plus frappée par la baisse avec 22,2 %. Quand au premier bassin national qui est le Grand Casablanca, il a fortement baissé de 9,6 %, soit 8 points de moins que le national. Le bassin traditionnel de Ciments du Maroc a été impacté différemment, entre le bassin de Marrakech qui a connu une croissance de 6,8 % et le bassin du Grand Sud, regroupant les régions de Souss-Massa-Drâa et les Provinces du Sud, une forte baisse de 10,5 %.

Augmentation de la Taxe Spéciale sur le Ciment (TSC)

La TSC, qui sert à financer le logement social a été augmenté par le Gouvernement pour passer de 100 dirhams par tonne à 150 dirhams par tonne. Cette mesure est entrée en application le 24 mai 2012.

Variations mensuelles des ventes nationales de ciment en 2012



« Activité matériaux »

L'activité matériaux continue à être impactée par la limitation de la charge induite par le code de la route :

- ▷ Concurrence déloyale due à l'avantage compétitif sur le prix du transport au profit des carriers ne respectant pas la réglementation.
- ▷ Coût des granulats plus élevés par rapport à la concurrence pour notre activité béton prêt à l'emploi.

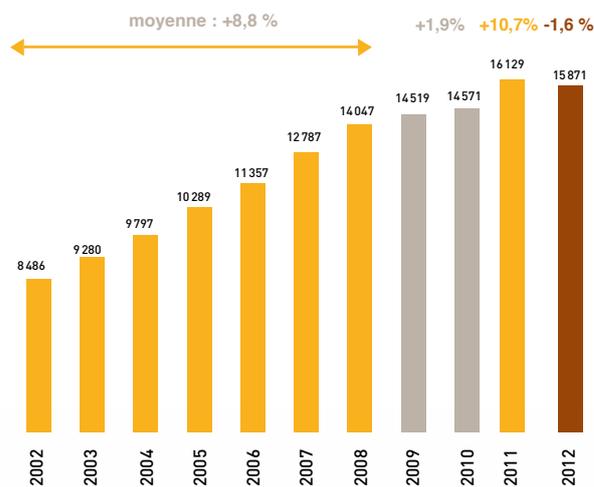


Analyse de l'activité

« Activité ciment »

L'année 2012 a marqué la fin de la forte croissance des ventes avec un rythme à deux chiffres enregistré en 2011. En s'établissant à 15 871 millions de tonnes, les ventes nationales de ciment ont baissé de 1,60 % par rapport à l'année 2011. En termes de volumes, cela représente une baisse de 258 000 de tonnes.

Évolution des ventes nationales de ciment (2002-2012)



Ce retournement de tendance s'explique par la baisse d'activité dans le secteur de la construction. Les statistiques du Ministère de l'Habitat et de l'Urbanisme indiquent pour l'année 2012 une baisse du nombre d'unités de logement produites de 6 % à 259 115 unités, et une baisse de 11,5 % des mises en chantiers à 419 362. Ces baisses sont plus fortes pour le segment du logement économique et social.



« Activité matériaux »

Estimé à 5,4 millions de m³ pour l'année 2012, le marché national du béton prêt à l'emploi est en stagnation par rapport à 2011. Le taux de pénétration s'est maintenu à 11 %.

La part de marché des opérateurs non-cimentiers est estimée à près de 50 %.

L'année 2012 a été marquée par l'entrée de nouveaux opérateurs BPE et par une forte pression sur les prix de vente. Dans ce contexte de concurrence accrue, les ventes BPE de Bétomar ont enregistré un retrait de 8 % par rapport à 2011.

Les ventes en granulats de Bétomar pour l'année 2012 ont enregistré une progression de 7 % par rapport à 2011.

L'activité granulats reste fortement impactée par la limitation de la charge utile induite par le nouveau code de la route, générant :

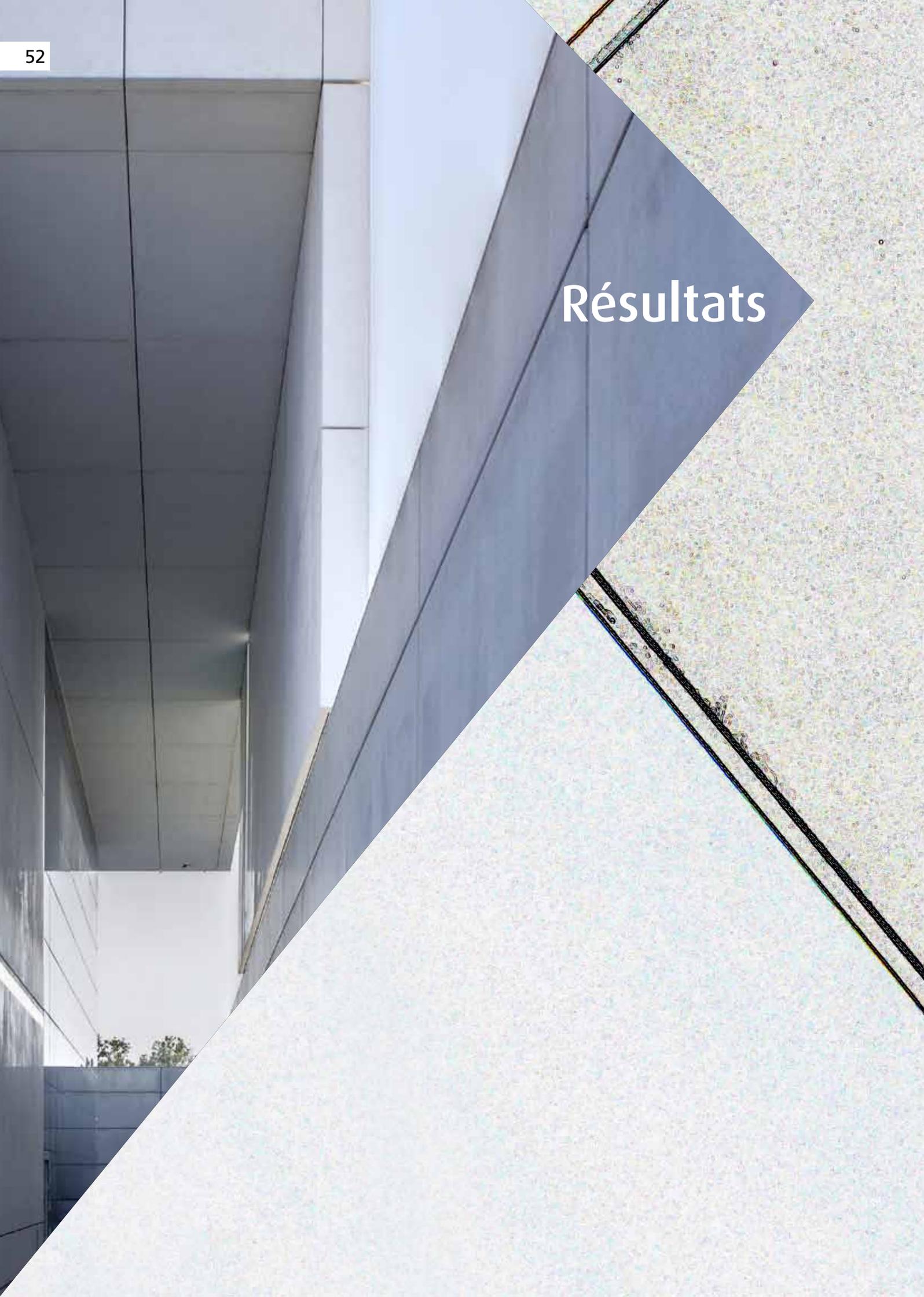
- ▷ Une concurrence déloyale entre les opérateurs.
- ▷ L'explosion de l'informel.

Bétomar préserve, néanmoins, sa position de leader du marché des matériaux de construction (BPE et granulats) avec une présence sur les principaux chantiers d'infrastructures au Maroc, grâce à son dispositif, son professionnalisme, sa démarche qualité et sa politique d'innovation et de développement de nouveaux produits.

Le dispositif industriel de Bétomar à fin 2012 est de 26 centrales BPE et 4 carrières granulats.



Résultats



« Résultats opérationnels 2012 solides.
 Résultat net impacté par des éléments non récurrents.
 Capacité d'autofinancement solide allouée au remboursement
 progressif de l'emprunt à moyen terme. »

Comptes consolidés (en MDH)	2012	2011	Variation
Chiffre d'affaires opérationnel	3 601	3 970	-9,3 %
Excédent brut d'exploitation	1 535	1 708	-10,1 %
Résultat d'exploitation	1 074	1 258	-14,6 %
Résultat net	666	984	-32,3 %
Capacité d'autofinancement	1 353	1 426	-5,1 %

Les ventes en volume de Ciments du Maroc et de sa filiale Indusaha ont enregistré un retrait de 7,9 %, dans un contexte de marché en retrait de 1,6 %, marqué par un fort ralentissement de l'activité au cours des trois derniers trimestres et par la montée en régime des capacités du nouvel acteur.

Le chiffre d'affaires opérationnel s'établit à 3 601 MDH, en retrait de 9,3 % par rapport à 2011. L'excédent brut d'exploitation s'établit en retrait de 10,1 % à 1 535 MDH, soit 42,6 % du chiffre d'affaires, l'amélioration continue des performances industrielles et la diminution des prix d'achat des combustibles solides ayant permis de limiter l'impact défavorable généré par la diminution des volumes vendus et des prix de vente.

Le résultat d'exploitation, compte tenu de l'augmentation des dotations aux amortissements et aux provisions, enregistre un retrait de 14,6 % à 1 074 MDH.

Après des résultats opérationnels qui demeurent solides, le résultat net est impacté par des éléments non récurrents :

- ▶ L'évaluation de la participation dans la société égyptienne Suez Cement Company, ayant entraîné la constitution d'une provision pour dépréciation d'un montant de 243 MDH, a conduit à une charge financière nette de 187 MDH.
- ▶ Le résultat exceptionnel, intégrant la contribution pour l'appui à la cohésion sociale décidée dans le cadre de la loi de Finances 2012 d'un montant de 24 MDH, se solde par une charge nette de 2 MDH, contre un produit net de 18 MDH au cours de l'exercice précédent.

Le résultat net de l'exercice 2012 s'établit, ainsi, à 666 MDH, en retrait de 32,3 % (12,5 % hors éléments non récurrents) comparativement à celui de l'exercice 2011. La capacité d'autofinancement ressort en retrait de 5,1 % pour s'établir à 1 353 MDH.

Comptes sociaux (en MDH)	2012	2011	Variation
Chiffre d'affaires opérationnel	2 894	3 286	-11,9 %
Excédent brut d'exploitation	1 380	1 545	-10,7 %
Résultat d'exploitation	945	1 142	-17,3 %
Résultat net	600	953	-37,0 %
Capacité d'autofinancement	1 263	1 325	-4,7 %

Perspectives

« Activité ciment »

L'année 2012 a été marquée par un ralentissement de la consommation de ciment à partir du second semestre. En effet, après une progression de 21,8 % au premier trimestre, la consommation a régressé au cours du restant de l'année d'environ 8,7 % par rapport à l'année précédente. Cette tendance se poursuit en 2013 sous l'effet de plusieurs facteurs dont l'impact de la crise en Europe, le manque de liquidités et le manque de mesures de soutien et d'encouragement du secteur de la construction.

Nous pensons cependant que le secteur devrait reprendre sa vigueur entre 2014 et 2015 et ce, compte tenu de l'important déficit en logement et la volonté du gouvernement de poursuivre le programme d'infrastructure. Il est à noter aussi que la bonne campagne agricole 2013 devrait aider pour cette reprise.

Concernant la structure de la demande, la progression des ciments à fortes résistances se poursuit, ainsi que le conditionnement vrac au détriment du ciment livré en sac. Ces deux tendances illustrent la technicité et l'industrialisation croissante du secteur.

« Activité matériaux »

L'année 2013 devrait conforter la position de Bétomar sur les marchés BPE et granulats grâce notamment à :

- ▷ l'extension du port et des usines de l'Office Chérifien des Phosphates à Jorf Lasfar (projet livré exclusivement par Bétomar) ;
- ▷ la reprise des programmes de logements sociaux ;
- ▷ le lancement de projets intégrés de développement des pôles urbains ;
- ▷ la poursuite des projets d'infrastructures au Maroc et notamment dans la zone d'influence de Bétomar : autoroutes, ports...

Un renforcement du dispositif de Bétomar est prévu pour 2013 :

- ▷ installation de 3 nouvelles centrales BPE ;
- ▷ augmentation des réserves des carrières de Benslimane et Ouled Abbou ;
- ▷ lancement d'une nouvelle carrière dans la région de Casablanca.



i.lab, le centre de recherches et d'innovation du groupe







i.lab est un puissant moteur pour la recherche industrielle et la compétitivité, un espace consacré à la recherche et à son application dans le secteur des matériaux de construction, où le ciment est une ressource qui crée une architecture durable et des bâtiments intelligents. Bien plus qu'un simple produit de commodité, c'est un matériau qui accompagne l'humanité depuis la genèse de la construction.

i.lab: une innovation dans les procédés, les produits et les idées

L'innovation constante appliquée à la recherche pour la construction et l'architecture durable est un levier stratégique d'Italcementi pour créer son propre avantage compétitif, en soutenant l'amélioration de la qualité de vie et de l'environnement. L'innovation dans les procédés et les produits, mais avant tout dans les idées : c'est cette force qui permet à Italcementi d'aborder le marché avec de nouvelles propositions, de nouveaux services et de nouvelles solutions éco-durables pour l'industrie de la construction. i.lab, le nouveau centre de recherche et d'innovation d'Italcementi conçu par l'architecte américain Richard Meier, est une preuve tangible de cette vision stratégique.

Construit dans les valeurs d'innovation, de durabilité et d'architecture d'excellence que le Groupe porte et promeut, i.lab est la quintessence d'une technologie pionnière en termes de qualité d'équipement et de critères environnementaux appliqués à la construction ; un lieu dédié à la connaissance et au savoir-faire scientifique.

i.lab en chiffres

- ▷ **7 500 m²** de surface dédiée aux laboratoires.
- ▷ **5 niveaux** (2 sous sols, 3 étages).
- ▷ **10 000** ouvrages accessibles.
- ▷ **320 000** heures de travail pendant la phase de construction.
- ▷ **300** travailleurs impliqués.
- ▷ **120** personnes présentes au maximum sur le site chaque jour.
- ▷ **4 500** heures dédiées aux entraînements de sécurité, spécialement pour le travail en hauteur, pour le personnel et le staff managérial.
- ▷ **500 m²** de surface pourvue de panneaux photovoltaïques.
- ▷ **420** panneaux photovoltaïques avec une puissance maximum de 90 kW.
- ▷ **50 m²** équipés de panneaux solaires pour répondre à **65 %** des besoins en eau chaude du bâtiment.
- ▷ **51** puits géothermiques.
- ▷ **60 %** de la surface externe équipée de fenêtres à triple vitrage, iso thermiques et iso phoniques.

i.land

C'est le parc agricole ornemental d'i.lab, qui couvre une surface de 12 800 m².

i.land provient du désir de fusionner l'architecture de Richard Meier avec la culture locale et la région, une innovation avec l'authentique tradition de Bergame, qui aujourd'hui s'exprime en termes de développement durable et de biodiversité.

C'est de la force de ce territoire et de son environnement que s'est nourri le projet et qu'il est ainsi passé de l'idée à la concrétisation.

Alors qu'i.lab apporte une contribution significative et innovante à la région, par son soutien affirmé au développement et à l'identité des collectivités locales, i.land traduit l'engagement de la durabilité dans l'éveil des valeurs du passé, en particulier celles de la tradition agricole locale, afin de partager une culture industrielle attentive à la nature et au paysage.

La phase de conception du projet a suivi une approche composite et stylistique basée sur des critères spécifiquement centrés sur l'économie d'énergie et la certification LEED, dans l'ambition de créer, sous la bannière de l'éco-durabilité, un bâtiment respectueux de l'environnement.

L'entretien des espaces verts a été confié à une coopérative sociale qui s'est engagée à proposer des emplois aux personnes en difficulté.

Standard LEED PLATINIUM

Conçu et construit en conformité avec le standard LEED - Leadership in Energy and Environmental Design -, i.lab s'est vu décerner la distinction Platinum, niveau le plus haut en matière d'efficacité énergétique et de construction durable. i.lab répond à des exigences très strictes ; sa consommation est ainsi abaissée de 60 % par rapport à un bâtiment traditionnel de même taille et de même destination. Ceci a été rendu possible grâce aux nouvelles techniques de construction, aux matériaux et aux énergies renouvelables, comme les panneaux photovoltaïques et le système d'énergie géothermique.



États financiers

Comptes sociaux

P62

Rapport du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale Ordinaire

P70

Comptes consolidés

P77



Comptes sociaux

BILAN ACTIF (Modèle normal)		Exercice clos le 31 décembre 2012			
ACTIF	Au 31 décembre 2012			Au 31 décembre 2011	
	Brut	Amortissements et provisions	Net	Net	
IMMOBILISATIONS EN NON VALEURS (A)	135 268 625,76	107 489 114,50	27 779 511,26	52 222 251,86	
• Frais préliminaires	7 435 950,00	4 391 390,00	3 044 560,00	4 356 300,00	
• Charges à répartir sur plusieurs exercices	127 832 675,76	103 097 724,50	24 734 951,26	47 865 951,86	
• Primes de remboursement des obligations					
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (B)	292 781 005,98	18 525 668,17	274 255 337,81	274 938 403,19	
• Immobilisation en recherche et développement					
• Brevets, marques, droits et valeurs similaires	21 981 005,98	18 525 668,17	3 455 337,81	4 138 403,19	
• Fonds commercial	270 800 000,00		270 800 000,00	270 800 000,00	
• Autres immobilisations incorporelles					
IMMOBILISATIONS CORPORELLES (C)	7 374 595 990,45	3 866 927 807,98	3 507 668 182,47	3 735 340 231,03	
• Terrains	37 158 464,80		37 158 464,80	37 158 464,80	
• Constructions	1 563 985 845,87	771 506 804,26	792 479 041,61	845 805 405,83	
• Installations techniques, matériel et outillage	5 354 486 400,64	2 988 634 926,51	2 365 851 474,13	2 494 685 312,20	
• Matériel de transport	38 087 493,55	34 235 809,82	3 851 683,73	4 129 997,97	
• Mobilier, matériel de bureau et aménagements divers	99 860 262,18	72 550 267,39	27 309 994,79	25 466 544,22	
• Autres immobilisations corporelles					
• Immobilisations corporelles en cours	281 017 523,41		281 017 523,41	328 094 506,01	
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES (D)	1 867 372 303,98	244 390 771,20	1 622 981 532,78	1 866 606 491,08	
• Prêts immobilisés	31 442 233,46	1 140 821,20	30 301 412,26	28 234 370,56	
• Autres créances financières	20 450 642,03	294 950,00	20 155 692,03	20 155 692,03	
• Titres de participation	1 815 479 428,49	242 955 000,00	1 572 524 428,49	1 818 216 428,49	
• Autres titres immobilisés					
ÉCARTS DE CONVERSION-ACTIF (E)			0,00	0,00	
• Diminution des créances immobilisées					
• Augmentation des dettes de financement					
TOTAL I (A+B+C+D+E)	9 670 017 926,17	4 237 333 361,85	5 432 684 564,32	5 929 107 377,16	
STOCKS (F)	507 756 691,38	71 676 744,52	436 079 946,86	385 551 370,24	
• Marchandises	236 148,43		236 148,43	236 148,43	
• Matières et fournitures consommables	462 024 438,63	71 676 744,52	390 347 694,11	329 602 896,73	
• Produits en cours					
• Produits intermédiaires et produits résiduels	30 194 336,54		30 194 336,54	40 050 212,48	
• Produits finis	15 301 767,78		15 301 767,78	15 662 112,60	
CRÉANCES DE L'ACTIF CIRCULANT (G)	774 442 893,96	40 095 154,91	734 347 739,05	444 633 340,70	
• Fournisseurs débiteurs, avances et acomptes	5 704 702,79	717 972,22	4 986 730,57	2 017 502,48	
• Clients et comptes rattachés	563 340 406,62	37 510 478,26	525 829 928,36	341 068 219,11	
• Personnel	4 359 156,35	617 727,70	3 741 428,65	3 599 129,39	
• État	161 798 694,01		161 798 694,01	55 752 785,37	
• Comptes d'associés					
• Autres débiteurs	34 788 588,89	1 248 976,73	33 539 612,16	39 083 053,58	
• Comptes de régularisation Actif	4 451 345,30		4 451 345,30	3 112 650,77	
TITRES ET VALEURS DE PLACEMENT (H)	116 528 854,90	0,00	116 528 854,90	367 818 078,68	
ÉCARTS DE CONVERSION-ACTIF (Éléments circulants) (I)	711 218,29		711 218,29	725 955,78	
TOTAL II (F+G+H+I)	1 399 439 658,53	111 771 899,43	1 287 667 759,10	1 198 728 745,40	
TRÉSORERIE-ACTIF					
• Chèques et valeurs à encaisser	30 326 619,16		30 326 619,16	25 857 420,92	
• Banques, Trésorerie Générale, Chèques postaux	235 081,84		235 081,84	252 816,20	
• Caisse, Régies d'avances et accreditifs	656 151,43		656 151,43	109 850,86	
TOTAL III	31 217 852,43	0,00	31 217 852,43	26 220 087,98	
TOTAL GÉNÉRAL I+II+III	11 100 675 437,13	4 349 105 261,28	6 751 570 175,85	7 154 056 210,54	

BILAN PASSIF (Modèle normal)		Exercice clos le 31 décembre 2012	
PASSIF		Au 31 décembre 2012	Au 31 décembre 2011
FINANCEMENT PERMANENT	CAPITAUX PROPRES		
	• Capital social ou personnel (1)	1 443 600 400,00	1 443 600 400,00
	• Moins : actionnaires, capital souscrit non appelé, capital appelé/dont versé		
	• Primes d'émission, de fusion, d'apport	200 997 938,29	200 997 938,29
	• Écarts de réévaluation		
	• Réserve légale	144 360 040,00	112 968 630,07
	• Autres réserves	152 006 503,98	152 006 503,98
	• Report à nouveau (2)	2 953 195 312,97	2 536 452 072,57
	• Résultat net en instance d'affectation (2)		
	• Résultat net de l'exercice (2)	600 447 102,84	953 394 790,33
	TOTAL DES CAPITAUX PROPRES (A)	5 494 607 298,08	5 399 420 335,24
	CAPITAUX PROPRES ASSIMILÉS (B)	2 483 591,13	2 547 041,33
	• Subventions d'investissement		
	• Provisions réglementées	2 483 591,13	2 547 041,33
	DETTES DE FINANCEMENT (C)	330 000 000,00	770 000 000,00
	• Emprunts obligataires		
	• Autres dettes de financement	330 000 000,00	770 000 000,00
PROVISIONS DURABLES POUR RISQUES ET CHARGES (D)	95 230 290,66	95 375 054,47	
• Provisions pour risques			
• Provisions pour charges	95 230 290,66	95 375 054,47	
• Provisions pour impôts			
ÉCARTS DE CONVERSION-PASSIF (E)	0,00	0,00	
• Augmentation des créances immobilisées			
• Diminution des dettes de financement			
Total I (A+B+C+D+E)	5 922 321 179,87	6 267 342 431,04	
DETTES DU PASSIF CIRCULANT (F)	638 698 655,22	768 331 092,36	
• Fournisseurs et comptes rattachés	399 700 090,23	403 847 495,27	
• Clients créditeurs, avances et acomptes	606 7748,77	6 651 902,34	
• Personnel	10 003 555,61	9 903 281,89	
• Organismes sociaux	20 454 833,89	20 674 183,07	
• État	79 791 741,18	169 031 586,54	
• Comptes d'associés	8 295 963,19	7 942 953,66	
• Autres créanciers	113 404 241,50	150 241 652,17	
• Comptes de régularisation Passif	980 480,85	38 037,42	
AUTRES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (G)	9 774 505,48	16 697 294,26	
ÉCARTS DE CONVERSION-PASSIF (Éléments circulants) (H)	1 390 303,74	1 206 256,49	
Total II (F+G+H)	649 863 464,44	786 234 643,11	
TRÉSORERIE-PASSIF			
• Crédits d'escompte			
• Crédits de trésorerie	24 114 443,31	0,00	
• Banques	155 271 088,23	100 479 136,39	
Total III	179 385 531,54	100 479 136,39	
TOTAL GÉNÉRAL I+II+III	6 751 570 175,85	7 154 056 210,54	

(1) Capital personnel débiteur (-)

(2) Bénéficiaire (+) ; Déficittaire (-)



COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES (hors taxes)		Exercice clos le 31 décembre 2012			
NATURE	OPÉRATIONS		TOTALS DE L'EXERCICE 3=2+1	TOTALS DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT 4	
	Propres à l'exercice 1	Concernant les exercices précédents 2			
EXPLOITATION	PRODUITS D'EXPLOITATION				
	• Ventes de marchandises (en l'état)	44 240,00		44 240,00	5 894 867,00
	• Ventes de biens et services produits	2 906 613 501,16		2 906 613 501,16	3 287 927 705,15
	• Chiffre d'affaires	2 906 657 741,16		2 906 657 741,16	3 293 822 572,15
	• Variation de stocks de produits (1)	-10 217 950,46		-10 217 950,46	-12 850 212,10
	• Immobilisations produites par l'entreprise pour elle-même	26 084 394,66		26 084 394,66	26 953 453,03
	• Subventions d'exploitation	0,00		0,00	0,00
	• Autres produits d'exploitation	50 000,00		50 000,00	50 000,00
	• Reprises d'exploitation; transferts de charges	6 236 691,09		6 236 691,09	30 855 565,16
	Total I	2 928 810 876,45	0,00	2 928 810 876,45	3 338 831 378,24
	CHARGES D'EXPLOITATION				
	• Achats revendus (2) de marchandises	48 807,74		48 807,74	5 332 329,53
	• Achats consommés (2) de matières et fournitures	1 065 940 658,66		1 065 940 658,66	1 277 931 020,68
	• Autres charges externes	259 594 665,98	-942 509,22	258 652 156,76	260 286 543,86
II • Impôts et taxes	20 495 491,53		20 495 491,53	24 806 224,25	
• Charges de personnel	197 600 210,25	12 386,63	197 612 596,88	194 326 276,39	
• Autres charges d'exploitation	3 866 069,00	17 052,14	3 883 121,14	2 719 451,94	
• Dotations d'exploitation	437 383 797,26		437 383 797,26	431 190 149,21	
Total II	1 984 929 700,42	-913 070,45	1 984 016 629,97	2 196 591 995,86	
III RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I-II)			944 794 246,48	1 142 239 382,38	
FINANCIER	PRODUITS FINANCIERS				
	• Produits des titres de participation et autres titres immobilisés	142 416 790,18		142 416 790,18	156 972 653,91
	IV • Gains de change	2 234 521,22		2 234 521,22	7 108 098,31
	• Intérêts et autres produits financiers	7 115 154,54		7 115 154,54	7 023 302,65
	• Reprises financières; transferts de charges	725 955,78		725 955,78	353 908,77
	Total IV	152 492 421,72	0,00	152 492 421,72	171 457 963,64
	CHARGES FINANCIÈRES				
	• Charges d'intérêts	36 144 865,56		36 144 865,56	58 065 624,94
	V • Pertes de change	4 071 454,61		4 071 454,61	5 687 492,23
	• Autres charges financières	0,00		0,00	0,00
	• Dotations financières	243 666 218,29		243 666 218,29	725 955,78
	Total V	283 882 538,46	0,00	283 882 538,46	64 479 072,95
	VI RÉSULTAT FINANCIER (IV-V)			-131 390 116,74	106 978 890,69
	VII RÉSULTAT COURANT (III+VI)			813 404 129,74	1 249 218 273,07
NON COURANT	PRODUITS NON COURANTS				
	• Produits de cessions d'immobilisations	628 089,76		628 089,76	53 900 549,00
	• Produits de cessions d'immobilisations	628 089,76		628 089,76	53 900 549,00
	• Subventions d'équilibre				
	VIII • Reprises sur subventions d'investissement	0,00		0,00	0,00
	• Autres produits non courants	9 174 135,16		9 174 135,16	318 150,21
	• Reprises non courantes; transferts de charges	23 922 111,46		23 922 111,46	48 106 238,31
	Total VIII	33 724 336,38	0,00	33 724 336,38	102 324 937,52
	CHARGES NON COURANTES				
	• Valeurs nettes d'amortissement des immobilisations cédées	2 805 522,65		2 805 522,65	11 000 000,00
	• Subventions accordées				
	IX • Autres charges non courantes	33 886 533,86		33 886 533,86	39 308 256,46
	• Dotations non courantes aux amortissements et aux provisions	3 320 563,77		3 320 563,77	6 821 123,09
	Total IX	40 012 620,28	0,00	40 012 620,28	57 129 379,55
X RÉSULTAT NON COURANT (VIII-IX)			-6 288 283,90	45 195 557,97	
XI RÉSULTAT AVANT IMPÔTS (VII+X)			807 115 845,84	1 294 413 831,04	
XII IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT	206 668 743,00		206 668 743,00	341 019 040,71	
XIII RÉSULTAT NET (XI-XII)			600 447 102,84	953 394 790,33	
XIV TOTAL DES PRODUITS (I+IV+VIII)			3 115 027 634,55	3 612 614 279,40	
XV TOTAL DES CHARGES (II+V+IX+XII)			2 514 580 531,71	2 659 219 489,07	
XVI RÉSULTAT NET (Total des produits - Total des charges)			600 447 102,84	953 394 790,33	

(1) Variation de stocks : stock final - stock initial; augmentation (+); diminution (-)

(2) Achats revendus ou consommés : achats - variation de stocks

ÉTAT DES SOLDES DE GESTION (E.S.G.)		Exercice du 01/01/2012 au 31/12/2012	
I. TABLEAU DE FORMATION DES RÉSULTATS (T.F.R.)		Exercice	Exercice Précédent
1	+ Ventes de Marchandises (en l'état)	44 240,00	5 894 867,00
2	- Achats revendus de marchandises	48 807,74	5 332 329,53
I	= MARGE BRUTE SUR VENTES EN L'ÉTAT	-4 567,74	562 537,47
II	+ PRODUCTION DE L'EXERCICE (3+4+5)	2 922 479 945,36	3 302 030 946,08
3	Ventes de biens et services produits	2 906 613 501,16	3 287 927 705,15
4	Variation stocks produits	-10 217 950,46	-12 850 212,10
5	Immobilisations produites par l'entreprise pour elle-même	26 084 394,66	26 953 453,03
III	- CONSOMMATIONS DE L'EXERCICE (6+7)	1 324 592 815,42	1 538 217 564,54
6	Achats consommés de matières et fournitures	1 065 940 658,66	1 277 931 020,68
7	Autres charges externes	258 652 156,76	260 286 543,86
IV	= VALEUR AJOUTÉE (I+II+III)	1 597 882 562,20	1 764 375 919,01
8	+ Subventions d'exploitation		
9	- Impôts et taxes	20 495 491,53	24 806 224,25
10	- Charges de personnel	197 612 596,88	194 326 276,39
V	= EXCÉDENT BRUT D'EXPLOITATION (EBE) OU INSUFFISANCE BRUTE D'EXPLOITATION (IBE)	1 379 774 473,79	1 545 243 418,37
11	+ Autres produits d'exploitation	50 000,00	50 000,00
12	- Autres charges d'exploitation	3 883 121,14	2 719 451,94
13	+ Reprises d'exploitation, transferts de charges	6 236 691,09	30 855 565,16
14	- Dotations d'exploitation	437 383 797,26	431 190 149,21
VI	= RÉSULTAT D'EXPLOITATION (+ ou -)	944 794 246,48	1 142 239 382,38
VII	+/- RÉSULTAT FINANCIER	-131 390 116,74	106 978 890,69
VIII	= RÉSULTAT COURANT (+ ou -)	813 404 129,74	1 249 218 273,07
IX	+/- RÉSULTAT NON COURANT	-6 288 283,90	45 195 557,97
15	- Impôt sur les résultats	206 668 743,00	341 019 040,71
X	= RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE (+ ou -)	600 447 102,84	953 394 790,33
II. CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT (C.A.F.) - AUTOFINANCEMENT		Exercice	Exercice Précédent
1	Résultat net de l'exercice		
	Bénéfice +	600 447 102,84	953 394 790,33
	Perte -		
2	+ Dotations d'exploitation (1)	434 159 200,12	429 726 533,88
3	+ Dotations financières (1)	242 955 000,00	0,00
4	+ Dotations non courantes (1)	570 523,77	524 774,09
5	- Reprises d'exploitation (2)	2 834 110,50	3 022 112,18
6	- Reprises financières (2)		
7	- Reprises non courantes (2) (3)	14 264 020,17	12 388 702,14
8	- Produits des cessions d'immobilisations	628 089,76	53 900 549,00
9	+ Valeurs nettes d'amortissements des immobilisations cédées	2 805 522,65	11 000 000,00
I	CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT (C.A.F.)	1 263 211 128,95	1 325 334 734,98
10	Distributions de bénéfices	505 260 140,00	433 080 120,00
II	AUTOFINANCEMENT	757 950 988,95	892 254 614,98

(1) à l'exclusion des dotations relatives aux actifs et passifs circulants et à la trésorerie.

(2) à l'exclusion des reprises relatives aux actifs et passifs circulants et à la trésorerie.

(3) y compris reprises sur subventions d'investissement.



TABLEAU DE FINANCEMENT DE L'EXERCICE (modèle normal)		Exercice du 01/01/2012 au 31/12/2012			
I. SYNTHÈSE DES MASSES DU BILAN		EXERCICE A	EXERCICE PRÉCÉDENT B	VARIATIONS A-B	
MASSES				EMPLOIS C	RESSOURCES D
1	Financement Permanent	5 922 321 179,87	6 267 342 431,04	345 021 251,17	
2	Moins actif immobilisé	5 432 684 564,32	5 929 107 377,16	496 422 812,84	
3	= Fonds de Roulement Fonctionnel (1-2) (A)	489 636 615,55	338 235 053,88	151 401 561,67	
4	Actif circulant	1 287 667 759,10	1 198 728 745,40	88 939 013,70	
5	Moins passif circulant	649 863 464,44	786 234 643,11	136 371 178,67	
6	= Besoin de Financement Global (4-5) (B)	637 804 294,66	412 494 102,29	225 310 192,37	
7	TRÉSORERIE NETTE (Actif - Passif) = A-B	-148 167 679,11	-74 259 048,41	-73 908 630,70	
II. EMPLOIS ET RESSOURCES		EXERCICE		EXERCICE PRÉCÉDENT	
		EMPLOIS	RESSOURCES	EMPLOIS	RESSOURCES
I. RESSOURCES STABLES DE L'EXERCICE (FLUX)					
• AUTOFINANCEMENT (A)		757 950 988,95		892 254 614,98	
+ Capacité d'autofinancement		1 263 211 128,95			1 325 334 734,98
- Distributions de bénéfices		505 260 140,00		433 080 120,00	
• CESSIONS ET RÉDUCTIONS D'IMMOBILISATIONS (B)		628 089,76		53 900 549,00	
+ Cessions d'immobilisations incorporelles					
+ Cessions d'immobilisations corporelles			176 512,66		411 600,00
+ Cessions d'immobilisations financières			451 577,10		53 488 949,00
+ récupérations sur créances immobilisées					
• AUGMENTATION DES CAPITAUX PROPRES ET ASSIMILÉS (C)		0,00			
+ Augmentation du capital, apports					
+ Subventions d'investissement					
• AUGMENTATION DES DETTES DE FINANCEMENT (D) (nettes de primes de remboursement)				0,00	
TOTAL I - RESSOURCES STABLES (A+B+C+D)		758 579 078,71		946 155 163,98	
II. EMPLOIS STABLES DE L'EXERCICE (FLUX)					
• ACQUISITIONS ET AUGMENTATIONS D'IMMOBILISATIONS (E)		164 938 740,18		264 453 080,80	
+ Acquisitions d'immobilisations incorporelles		478 576,19		675 258,94	
+ Acquisitions d'immobilisations corporelles		162 393 122,29		259 000 043,74	
+ Acquisitions d'immobilisations financières					
+ Augmentation des créances immobilisées		2 067 041,70		4 777 778,12	
• REMBOURSEMENT DES CAPITAUX PROPRES (F)					
• REMBOURSEMENTS DES DETTES DE FINANCEMENT (G)		440 000 000,00		440 000 000,00	
• EMPLOIS EN NON VALEURS (H)		2 238 776,86		3 516 938,58	
TOTAL II - EMPLOIS STABLES (E+F+G+H)		607 177 517,04		707 970 019,38	
III. VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT GLOBAL (B.F.G.)		225 310 192,37	0,00	244 472 560,47	0,00
IV. VARIATION DE LA TRÉSORERIE		-73 908 630,70		-6 287 415,87	
TOTAL GÉNÉRAL		758 579 078,71	758 579 078,71	946 155 163,98	946 155 163,98

TABLEAU DES IMMOBILISATIONS AUTRES QUE FINANCIÈRES		Exercice du 01/01/2012 au 31/12/2012						
NATURE	MONTANT BRUT DÉBUT EXERCICE	AUGMENTATION			DIMINUTION			MONTANT BRUT FIN EXERCICE
		Acquisition	Prod. par l'entrep. pour elle-même	Virement	Cession	Retrait	Virement	
IMMOBILISATIONS EN NON-VALEURS	145 012 072,07	0,00	0,00	2 610 984,55	0,00	12 354 430,86	0,00	135 268 625,76
• Frais préliminaires	7 260 500,00			175 450,00				7 435 950,00
• Charges à répartir sur plusieurs exercices	137 751 572,07			2 435 534,55		12 354 430,86		127 832 675,76
• Primes de remboursement des obligations								
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	292 167 444,11	0,00	0,00	613 561,87	0,00	0,00	0,00	292 781 005,98
• Immobilisation en recherche et développement								
• Brevets, marques, droits et valeurs similaires	21 367 444,11			613 561,87				21 981 005,98
• Fonds commercial	270 800 000,00							270 800 000,00
• Autres immobilisations incorporelles								
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	7 212 778 584,18	139 026 080,68	26 084 394,66	208 962 911,52	68 522,65	0,00	212 187 457,94	7 374 595 990,45
• Terrains	37 158 464,80							37 158 464,80
• Constructions	1 555 081 626,68			8 904 219,19				1 563 985 845,87
• Installations techniques, matériel et outillage	5 162 745 859,64			191 740 541,00				5 354 486 400,64
• Matériel de transport	36 981 998,19			1 174 018,01	68 522,65			38 087 493,55
• Mobilier, matériel bureau et aménagements divers	92 716 128,86			7 144 133,32				99 860 262,18
• Autres immobilisations corporelles								
• Immobilisations corporelles en cours	328 094 506,01	139 026 080,68	26 084 394,66				212 187 457,94	281 017 523,41

TABLEAU DES TITRES DE PARTICIPATION

Exercice du 01/01/2012 au 31/12/2012

Raison sociale de la société émettrice	Secteur d'activité 1	Capital social 2	Participation au capital 3	Prix d'acquisition global 4	Valeur comptable nette 5	Extrait des derniers états de synthèse de la société émettrice			Produits inscrits au C.P.C. de l'exercice 9
						Date de clôture 6	Situation nette 7	Résultat net 8	
Bétomar	Matériaux de construction	84 397 800,00	100,0%	79 271 341,00	79 271 341,00	31/12/12	397 314 332,83	951 826,89	
Indusaha	Matériaux de construction	81 680 000,00	91,0%	126 207 476,94	126 207 476,94	31/12/12	306 131 783,71	107 590 735,72	59 463 840,00
Marguerite VIII (3)	Immobilier	100 000,00	100,0%	1 773 934,24	0,00	31/12/12	115 377,79	-129 765,50	1 820 000,00
Marguerite X (3)	Immobilier	100 000,00	100,0%	963 065,76	0,00	31/12/12	110 410,76	-93 504,54	950 000,00
Cinord (1)	Matériaux de construction	1 340 000 000,00	15,0%	8 420 631,46	8 420 631,46	31/12/12	89 925 731,79	23 607 161,43	2 058 964,93
Ecocim	Environnement	2 000 000,00	30,0%	600 000,00	600 000,00	31/12/12	1 172 369,36	-9 410 498,80	
Banque Populaire	Banque			145 000,00	145 000,00	31/12/12			12 000,00
Suez Cement Company (2)	Matériaux de construction	909 282 535,00	11,7%	1 600 834 979,09	1 357 879 979,09	31/12/12	7 557 117 960,81	793 212 734,80	78 111 985,25
TOTAL				1 818 216 428,49	1 572 524 428,49				142 416 790,18

(1) Le capital social de la société Cinord est exprimé en Ouguiya Mauritanienne.

(2) Le capital social de la société Suez Cement Company est exprimé en Livre Égyptienne.

(3) Sociétés dissoutes au 31 décembre 2012.

TABLEAU DES PROVISIONS

Exercice du 01/01/2012 au 31/12/2012

NATURE	MONTANT DÉBUT EXERCICE	DOTATIONS			REPRISES			MONTANT FIN EXERCICE
		D'exploitation	Financières	Non courantes	D'exploitation	Financières	Non courantes	
1. Provisions pour dépréciation de l'actif immobilisé	1 435 771,20		242 955 000,00					244 390 771,20
2. Provisions réglementées	2 547 041,33			570 523,77			633 973,97	2 483 591,13
3. Provisions durables pour risques et charges	95 375 054,47	2 689 346,69			2 834 110,50			95 230 290,66
SOUS TOTAL (A)	99 357 867,00	2 689 346,69	242 955 000,00	570 523,77	2 834 110,50	0,00	633 973,97	342 104 652,99
4. Provisions pour dépréciation de l'actif circulant (hors trésorerie)	110 866 258,56	3 224 597,14			2 318 956,27			111 771 899,43
5. Autres provisions pour risques et charges	16 697 294,26		711 218,29	2 750 040,00		725 955,78	9 658 091,29	9 774 505,48
6. Provisions pour dépréciation des comptes de trésorerie								
SOUS TOTAL (B)	127 563 552,82	3 224 597,14	711 218,29	2 750 040,00	2 318 956,27	725 955,78	9 658 091,29	121 546 404,91
TOTAL (A+B)	226 921 419,82	5 913 943,83	243 666 218,29	3 320 563,77	5 153 066,77	725 955,78	10 292 065,26	463 651 057,90



إسمنت المغرب
Ciments du Maroc
 Italcementi Group

TABLEAU DES CRÉANCES

Exercice du 01/01/2012 au 31/12/2012

CRÉANCES	TOTAL	ANALYSE PAR ÉCHÉANCE			AUTRES ANALYSES			
		Plus d'un an	Moins d'un an	Echues et non recouvrées	Montants en devises	Montants sur l'Etat et Org. Publics	Montants sur les entreprises liées	Montants représentés par effets
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ								
• Prêts immobilisés	31 442 233,46	25 175 341,09	5 126 071,17	1 140 821,20				
• Autres créances financières	20 450 642,03	19 819 692,03	336 000,00	294 950,00				
DE L'ACTIF CIRCULANT								
• Fournisseurs débiteurs, avances et acomptes	5 704 702,79		4 986 730,57	717 972,22				
• Clients et comptes rattachés	563 340 406,62		525 829 928,36	37 510 478,26	17 191 136,47		83 246 780,33	123 945 470,12
• Personnel	4 359 156,35		3 741 428,65	617 727,70				
• État	161 798 694,01		161 798 694,01			161 798 694,01		
• Compte d'associés								
• Autres débiteurs	34 788 588,89		33 539 612,16	1 248 976,73	411 920,24			
• Comptes de régularisation actif	4 451 345,30		4 451 345,30					

TABLEAU DES DETTES

Exercice du 01/01/2012 au 31/12/2012

DETTES	TOTAL	ANALYSE PAR ÉCHÉANCE			AUTRES ANALYSES			
		Plus d'un an	Moins d'un an	Echues et non payées	Montants en devises	Montants vis-à-vis de l'Etat et Org. Publics	Montants vis-à-vis des entreprises liées	Montants représentés par effets
DE FINANCEMENT								
• Emprunts obligataires								
• Autres dettes de financement	330 000 000,00		330 000 000,00					
DU PASSIF CIRCULANT								
• Fournisseurs et comptes rattachés	399 700 090,23		399 700 090,23		120 920 240,81	16 767 988,74	102 393 594,61	99 955 801,24
• Clients créditeurs, avances et acomptes	6 067 748,77		6 067 748,77		193 203,98			
• Personnel	10 003 555,61		10 003 555,61					
• Organismes Sociaux	20 454 833,89		20 454 833,89			2 244 155,35		
• État	79 791 741,18		79 791 741,18			79 791 741,18		
• Compte d'associés	8 295 963,19		8 295 963,19				2 865 415,71	
• Autres créanciers	113 404 241,50		113 404 241,50		60 564 680,35		36 753 984,53	1 382 872,67
• Comptes de régularisation passif	980 480,85		980 480,85					

TABLEAU DES SÛRETÉS RÉELLES DONNÉES OU REÇUES				Exercice du 01/01/2012 au 31/12/2012	
TIERS CRÉDITEURS OU TIERS DÉBITEURS	Montant couvert par la sûreté	Nature (1)	Date et lieu d'inscription	Objet (2) (3)	Valeur comptable nette de la sûreté donnée à la date de clôture
• Sûretés données Néant					
• Sûretés reçues					
- Sûretés reçues	224 424,26	2	Essaouira le 12/10/2002		600 000,00
- Sûretés reçues	0,00	2	Marrakech le 06/02/1997		800 000,00
- Sûretés reçues	570 411,00	2	Fquih Ben Salah le 09/04/1997		600 000,00
- Sûretés reçues	70 907,27	2	Souk Sebt le 20/05/1997		116 480,00
- Sûretés reçues	478 512,26	2	Béni Mellal le 20/05/1999		800 000,00
- Sûretés reçues	926 661,67	2	Kelaa le 18/09/1997		1 500 000,00
- Sûretés reçues	1 851 582,51	2	Marrakech le 03/05/1999		2 500 000,00
- Sûretés reçues	34 992,00	2	Souk Sebt le 09/04/1997		300 000,00
- Sûretés reçues	120 429,17	2	Marrakech le 02/08/1999		500 000,00

(1) Gage : 1 Hypothèque : 2 Nantissement : 3 Warrant : 4 Autres : 5 (à préciser)

(2) préciser si la sûreté est donnée au profit d'entreprises ou de personnes tierces (sûretés données) [entreprises liées, associés, membres du personnel]

(3) préciser si la sûreté reçue par l'entreprise provient de personnes tierces autres que le débiteur (sûretés reçues)

ENGAGEMENTS FINANCIERS REÇUS OU DONNÉS HORS OPÉRATIONS DE CRÉDIT-BAIL			Exercice du 01/01/2012 au 31/12/2012		
ENGAGEMENTS DONNÉS	Montants exercice	Montants exercice précédent	ENGAGEMENTS REÇUS	Montants exercice	Montants exercice précédent
• Avals et cautions	27 931 132,00	25 318 252,00	* Avals et cautions	129 330 000,00	124 810 496,20
• Engagements en matière de pensions de retraites et obligations similaires			* Autres engagements reçus	35 184 695,34	65 212 737,32
• Autres engagements donnés					
TOTAL (1)	27 931 132,00	25 318 252,00	TOTAL	164 514 695,34	190 023 233,52

(1) Dont engagements à l'égard d'entreprises liées



Rapport du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale Ordinaire

L'économie marocaine a enregistré, selon les dernières données du Haut Commissariat au Plan, un ralentissement assez prononcé en 2012, le taux de croissance réalisé s'établissant à 2,7 % (soit quasiment la moitié de celui de 2011, qui était de 5,0 %) dans un contexte de récession en zone euro et de modération de la croissance partout ailleurs.

Cette croissance économique continue à être tirée par la demande intérieure (consommation finale nationale et investissement brut), dans un contexte de maîtrise de l'inflation.

Tout en restant positive, la demande intérieure a significativement ralenti en 2012 (+ 2,8 %) par rapport à 2011 (+ 5,8 %), sa contribution à la croissance n'ayant été que de 3,2 points au lieu de 6,3 points l'exercice précédent.

Cette atonie de la demande intérieure résulte du repli de la consommation finale (4,8 % au lieu de 6,7 % en 2011), sa composante consommation des ménages ayant cru de 4,8 % contre 7,4 % en 2011 en liaison avec la baisse des revenus des ménages (notamment ceux provenant des transferts des Marocains Résidents à l'Étranger) et de l'autoconsommation de produits agricoles. En revanche, la consommation publique a augmenté de 5,0 % au lieu de 4,6 % en 2011, sous l'effet de la hausse des dépenses publiques de fonctionnement et de la masse salariale.

S'agissant de l'autre composante de la demande intérieure, à savoir l'investissement, il a enregistré une croissance (2,7 %) à peu près égale à celle de 2011 (2,5 %), contribuant à la croissance du PIB pour 0,8 point.

Quant à la demande extérieure, sa contribution au PIB est restée négative (- 0,5 %), en amélioration par rapport à 2011 (la contribution ayant été négative de 1,5 point), cette situation étant due au déficit structurel de la balance commerciale.

Le déficit des finances publiques serait passé de 6,2 % du Produit Intérieur Brut (PIB) en 2011 à environ à 7,0 % en 2012, aggravant l'endettement public dont le taux frôle

en 2012 le seuil de 60 % du PIB (ce taux ayant été de 53,7 % du PIB en 2011), la maîtrise de l'inflation par le biais de la subvention des prix ayant généré une charge de la compensation en forte augmentation (36,8 %) à près de 56 milliards de dirhams.

La consommation nationale de ciment pour l'année 2012 s'est établie en retrait de 1,6 % par rapport à 2011 à 15 871 kt, dans un contexte marqué par un fort ralentissement de l'activité au cours des trois derniers trimestres et par l'entrée en production de nouvelles capacités.

Le premier trimestre a enregistré, ainsi, une forte progression de 21,7 % comparativement au premier trimestre de l'année 2011, générée par l'augmentation de l'auto-construction et des constructions informelles, par la montée en puissance des programmes de logements sociaux et par le retard important de pluviométrie (n'ayant pas généré d'arrêts de chantier).

Les trois derniers trimestres ont enregistré des baisses respectives de 1,7 %, de 11,6 % et de 13,4 % comparativement aux trimestres correspondants de l'année 2011, ces retraits résultant du contrôle renforcé des pouvoirs publics sur les constructions non-autorisées et sur les autorisations de complaisance, et du ralentissement des grands chantiers financés par le budget général de l'Etat ou des sociétés publiques et des budgets engagés par les municipalités suite au report des élections municipales.

Les ventes annuelles en volume de Ciments du Maroc ont enregistré, dans ce contexte de marché, un retrait de 9,8 %.

L'année 2013 devrait être nettement meilleure. Les pronostics sur l'évolution du PIB sont corrélés à la saison agricole. Ainsi, si la production céréalière atteint 70 millions de quintaux (contre, pour mémoire, 51 millions de quintaux en 2012), la croissance se situera en 2013 autour de 4,8 %. La valeur ajoutée du secteur primaire s'accroîtrait, ainsi, de 6,1 % contre une baisse de 8,7 % en 2012.

La croissance pourrait même atteindre 5,4 % sous l'hypothèse que les conditions climatiques favorables que connaît le pays se maintiennent jusqu'au printemps, la production céréalière pouvant atteindre, dans ce cas, 90/100 millions de quintaux. Ces prévisions sont fondées sur un jeu d'hypothèses liées à la fois à l'environnement national (campagne agricole précitée) et international (redressement de la demande adressée au Maroc), ainsi que sur les principales dispositions contenues dans la Loi de Finances en cours, dont, entre autres, l'importance de l'investissement public et la poursuite de la politique de soutien des prix.

Cette croissance serait, de facto, tirée par une demande intérieure encore plus forte (5,0 %) qu'en 2012 (2,8 %), favorisée par une inflation assez faible (2,0 % au lieu de 1,3 % en 2012).

Le Haut Commissariat au Plan estime que la consommation des ménages devrait s'accroître de 6,0 %, l'investissement affichant également une hausse de 4,3 % en volume.

L'année 2013 ne devrait pas connaître un redressement de la balance commerciale, compte tenu de la persistance des difficultés des économies européennes et de la faible compétitivité de l'économie nationale. Les exportations de biens et de services devraient connaître une amélioration

de 2,3 %, l'augmentation de la demande intérieure devant générer une augmentation des importations, supérieure à 2012, de 3,4 %.

Avec le déficit des finances publiques qui s'accroît ces dernières années, et le recours à l'emprunt s'imposant pour financer ce déficit, l'endettement budgétaire pourrait s'aggraver davantage.

La consommation de ciment est clairement tirée par l'immobilier. L'année 2012 a connu le lancement de 419 000 logements et la livraison de 262 000 logements, le segment social étant la locomotive du secteur avec 122 000 livraisons. Le déficit de logements est passé de 840 000 unités en 2011 à 742 000 en 2012, l'objectif étant de ramener ce déficit à 400 000 unités à l'horizon 2016.

Le flou qui a entouré les différentes dispositions de la Loi de Finances 2013, auquel s'ajoute la crise qui touche le secteur immobilier, a fortement réduit la cadence des projets, l'objectif du Département de tutelle étant de produire 170 000 logements en 2013.

La consommation nationale de ciment devrait enregistrer, dans ce contexte incertain et contrasté, une légère croissance en 2013.

RÉSULTAT ET BILAN

Le chiffre d'affaires opérationnel s'établit à 2 894 MDH, en retrait de 11,9 % par rapport à 2011.

L'excédent brut d'exploitation s'établit en retrait de 10,7 % à 1 380 MDH, l'amélioration continue des performances industrielles et la diminution des prix d'achat des combustibles solides ayant permis de limiter l'impact défavorable généré par la diminution des volumes vendus et des prix de vente. L'excédent brut d'exploitation s'établit ainsi à 47,7 % du chiffre d'affaires opérationnel, en progression de 0,7 point par rapport à 2011.

Le résultat d'exploitation enregistre un retrait de 17,3 % à 945 MDH, compte tenu de l'augmentation des dotations aux amortissements et aux provisions.

Après des résultats opérationnels qui demeurent solides, le résultat net est impacté par des éléments non récurrents :

- L'évaluation de la participation dans la société égyptienne Suez Cement Company, ayant entraîné la constitution d'une provision pour dépréciation d'un montant de 243 MDH, a conduit à une charge financière nette de 131 MDH.
- Le résultat exceptionnel, intégrant la contribution pour l'appui à la cohésion sociale décidée dans le cadre de la loi de Finances 2012 d'un montant de 24 MDH, se solde par une charge nette de 6 MDH, contre un produit net de 45 MDH au cours de l'exercice précédent.

Le résultat net de l'exercice 2012 s'établit, ainsi, à 600 MDH, en retrait de 37,0 % (16,6 % hors éléments non récurrents) comparativement à celui de l'exercice 2011. La capacité d'autofinancement ressort en retrait de 4,7 % pour s'établir à 1 263 MDH.

Au terme de l'exercice 2012, le bilan continue de présenter une structure financière parfaitement saine, caractérisée par un fond de roulement positif.

Les principaux investissements constatés au cours de l'exercice 2012 ont concerné principalement le remplacement des électro-filtres de l'usine de Marrakech par des filtres à manches et l'installation permettant d'utiliser des pneus déchiquetés dans l'usine d'Aït Baha.

Vous trouverez en annexe au présent rapport le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion et le tableau de financement de Ciments du Maroc au 31 décembre 2012.

PERSPECTIVES 2013

Sous réserve de l'orientation du marché du ciment et de l'évolution normale des principaux facteurs de coûts, l'amélioration continue des conditions d'exploitation devraient impacter favorablement les résultats de l'exercice 2013.

CAPITAL SOCIAL

Le capital social au 31 décembre 2012 est de 1 443 600 400 dirhams, divisé en 14 436 004 actions ayant une valeur nominale de 100 dirhams.

Au 31 décembre 2012, les principaux actionnaires étaient les suivants :

• Cocimar	58,79 %
• Fipar Holding	8,84 %
• Caisse Interprofessionnelle Marocaine de Retraites	7,80 %
• Abu Dhabi Fund For Development	5,38 %
• Procimar	3,52 %

AFFECTATION DES RÉSULTATS

Il est proposé de distribuer un dividende ordinaire de 40 dirhams par action, soit un montant total brut de 577 440 160,00 dirhams à prélever sur le bénéfice disponible.

• Bénéfice net comptable	DH	600 447 102,84
• À la réserve légale	DH	0,00
• Solde	DH	600 447 102,84
• À ajouter :		
report bénéficiaire antérieur	DH	2 953 195 312,97
• Bénéfice disponible	DH	3 553 642 415,81
• Dividende	DH	577 440 160,00
• Report à nouveau	DH	2 976 202 255,81

Le dividende, ainsi fixé à 40 dirhams par action, sera payable aux guichets des agences de la Société Générale Marocaine de Banques à compter du 25 juin 2013.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Faisant suite à la fin du mandat d'Administrateur de la société Soddecim suite à sa fusion absorption par Ciments Français finalisée en décembre 2012, il vous est proposé de ratifier la cooptation de la société Cocimar en qualité d'Administrateur faite par le Conseil du 5 mars 2013 pour la durée restant à courir du mandat de la société Soddecim, soit jusqu'à l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2014.

Nous vous demandons de donner à la société Soddecim le quitus entier et définitif de sa gestion.

ACTIVITÉ DES FILIALES

Bétomar, filiale à 100 % de Ciments du Maroc exploitant des centrales à béton et des carrières de granulats, a réalisé un chiffre d'affaires de 564 MDH au titre de l'exercice 2012, en retrait de 3,2 % par rapport à 2011.

Le résultat net de l'exercice 2012 s'établit à 1 MDH, en retrait de 91,3 % par rapport à 2011.

Indusaha, société installée à Laâyoune et contrôlée à 91 % par Ciments du Maroc, regroupe les activités de broyage et d'ensachage permettant d'assurer l'approvisionnement en ciment des provinces sahariennes, l'électricité produite par le parc éolien de 5,1 MW, mis en service en fin d'année 2011, ayant permis de réduire fortement les achats d'électricité.

Le chiffre d'affaires au titre de l'exercice 2012 s'établit à 418 MDH, en progression de 16,5 % par rapport à 2011, le résultat net de l'exercice 2012 ressortant à 108 MDH, en progression de 27,4 %.

Marguerite VIII et X, sociétés à responsabilité limitée contrôlées à 100 % par Ciments du Maroc, ont été dissoutes au cours de l'exercice 2012.

ACTIVITÉ DES PARTICIPATIONS

Ciments du Nord (Cinord), société mauritanienne basée à Nouadhibou et ayant pour objet l'import, l'export, la production et la commercialisation de ciment et autres matériaux de construction, est détenue à hauteur de 15,0 % par Ciments du Maroc.

Suez Cement Company, société égyptienne basée au Caire, est détenue à hauteur de 11,7 % par Ciments du Maroc.

Ecocim, société marocaine basée à Casablanca et ayant pour activité la valorisation des différentes catégories de déchets, est détenue à hauteur de 30,0 % par Ciments du Maroc.

FILIALES AU 31 DÉCEMBRE 2012

Filiales	Capital social KDH	Quote-part du capital social détenu %	Valeur comptable des titres détenus KDH	Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés KDH	Chiffre d'affaires hors taxes KDH	Résultat net KDH	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice KDH
Bétomar	84 398	100,0	79 271	-----	563 544	952	----
Indusaha	81 680	91,0	126 207	-----	417 687	107 591	59 464

PARTICIPATIONS AU 31 DÉCEMBRE 2012

Participations	Capital social	Quote-part du capital social détenu %	Valeur comptable des titres détenus KDH	Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés KDH	Chiffre d'affaires hors taxes KDH	Résultat net KDH	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice KDH
Cinord	1340000000 UMO	15,0	8 421	-	106 950	23 607	2 059
Suez Cement Company	909282535 LE	11,7	1 357 880	-	1 904 715	793 213	78 112
Ecocim	2 000 000 DH	30,0	600	-	29 141	-9 410	-

CONVENTIONS

Les conventions visées par les articles 56 et suivants de la loi sur les Sociétés Anonymes ont été dûment approuvées par le Conseil d'Administration et portées à la connaissance des Commissaires aux Comptes qui y font référence dans leur rapport.

Nous soumettons ces conventions, ainsi que le rapport précité, à votre approbation.



11, avenue Bir Kacem
10 170 Rabat - Souissi
Maroc

Aux actionnaires de la Société
CIMENTS DU MAROC
621, boulevard Panoramique
20 150 Casablanca



37, boulevard Abdellatif Ben Kaddour
20100 Casablanca
Maroc

RAPPORT GÉNÉRAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES EXERCICE DU 1^{er} JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 2012

Monsieur le Président, Messieurs les actionnaires,

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale Ordinaire du 6 mai 2011, nous avons effectué l'audit des états de synthèse, ci-joints, de la société Ciments du Maroc, comprenant le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau de financement et l'état des informations complémentaires (ETIC) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2012. Ces états de synthèse font ressortir un montant de capitaux propres et assimilés de 5 497 091 milliers MAD dont un bénéfice de 600 447 milliers MAD.

Responsabilité de la Direction

La direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états de synthèse, conformément au référentiel comptable admis au Maroc. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation des états de synthèse ne comportant pas d'anomalie significative, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Responsabilité de l'Auditeur

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états de synthèse sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession au Maroc. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique, de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états de synthèse ne comportent pas d'anomalie significative.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournies dans les états de synthèse. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états de synthèse contiennent des anomalies significatives. En procédant à ces évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation des états de synthèse afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états de synthèse.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion sur les états de synthèse

Nous certifions que les états de synthèse cités au premier paragraphe ci-dessus sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société Ciments du Maroc au 31 décembre 2012 conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Vérifications et informations spécifiques

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la concordance des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la société.

Le 19 mars 2013

KPMG
Fessal KOHEN
Associé

Les Commissaires aux Comptes

ERNST & YOUNG
Bachir TAZI
Associé

Assemblée Générale Ordinaire du 17 mai 2013 Projet de résolutions

PREMIÈRE RÉOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport général des Commissaires aux Comptes, approuve les comptes et les états de synthèse de l'exercice 2012 tels qu'ils lui ont été présentés, se soldant par un bénéfice net de 600 447 102,84 dirhams. Elle donne au Conseil d'Administration pleine et entière décharge pour sa gestion au cours de l'exercice écoulé.

DEUXIÈME RÉOLUTION

L'Assemblée Générale, sur proposition du Conseil d'Administration, décide d'affecter comme suit le résultat de l'exercice 2012 :

• Bénéfice net comptable	DH	600 447 102,84
• À la réserve légale	DH	0,00
• Solde	DH	600 447 102,84
• À ajouter :		
report bénéficiaire antérieur	DH	2 953 195 312,97
• Bénéfice disponible	DH	3 553 642 415,81
• Dividende	DH	577 440 160,00
• Report à nouveau	DH	2 976 202 255,81

Le dividende, ainsi fixé à 40 dirhams par action, sera payable aux guichets des agences de la Société Générale Marocaine de Banques à compter du 25 juin 2013.

TROISIÈME RÉOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu lecture du rapport spécial des Commissaires aux Comptes relatif aux conventions visées à l'article 56 de la loi n° 17-95 telle que modifiée et complétée par la loi n° 20-05, en approuve les termes et les conventions qui y sont mentionnées.

QUATRIÈME RÉOLUTION

L'Assemblée Générale prend acte de la fin du mandat d'Administrateur de la société SODECIM suite à sa fusion absorption par CIMENTS FRANCAIS finalisée en décembre 2012. Elle remercie la société SODECIM du soin qu'elle a apporté à l'exécution de son mandat et lui donne quitus entier et définitif de sa gestion.

CINQUIÈME RÉOLUTION

L'Assemblée Générale ratifie la cooptation en qualité d'Administrateur faite par le Conseil d'Administration du 5 mars 2013 de la société COCIMAR.

L'Assemblée Générale décide que le mandat de la société COCIMAR sera d'une durée égale à la période restant à courir du mandat de la société SODECIM, soit jusqu'à l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2014.

SIXIÈME RÉOLUTION

L'Assemblée Générale fixe à la somme brute globale de 3 540 000 dirhams la rémunération allouée aux membres du Conseil d'Administration et aux membres des différents Comités, Administrateurs ou non, pour l'exercice écoulé.

SEPTIÈME RÉOLUTION

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au porteur d'un exemplaire, d'une copie ou d'un extrait certifié conforme du présent procès-verbal pour effectuer les formalités prévues par la Loi.



Comptes consolidés

PRINCIPES ET RÈGLES DE CONSOLIDATION

1- RÉFÉRENTIEL COMPTABLE

Les comptes consolidés de la société Ciments du Maroc sont établis conformément aux Normes Marocaines telles que prescrites par le Conseil National de Comptabilité.

2- PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Le périmètre de consolidation englobe les sociétés Bétomar, Indusaha sur lesquelles la société Ciments du Maroc exerce un contrôle exclusif et la société Ecocim sur laquelle la société Ciments du Maroc exerce une influence notable. Les sociétés exclues du périmètre sont listées dans le tableau relatif aux titres de participation non consolidés.

3- MÉTHODES DE CONSOLIDATION

Les sociétés contrôlées de manière exclusive et à l'exception de celles exclues du périmètre de consolidation sont intégrées globalement, la société sous influence notable faisant l'objet d'une intégration par mise en équivalence.

4- PRINCIPAUX RETRAITEMENTS

La consolidation est réalisée à partir des comptes annuels retraités selon les Normes Marocaines. Ces retraitements portent sur :

- les immeubles acquis au moyen de contrat de leasing ;
- les écarts de conversion ;
- les provisions à caractère fiscal ;
- la réévaluation de fusion ;
- les actifs en non valeur ;
- Les résultats internes (dividendes).

5- PRINCIPALES RÈGLES D'ÉVALUATION

- **Écarts d'acquisition** : la différence entre le coût d'acquisition des titres et la valeur des actifs et passifs identifiés à la date d'acquisition constitue l'écart d'acquisition. L'écart positif, inscrit à l'actif sous la rubrique « Écarts d'acquisition », est amorti linéairement sur une durée de 20 ans.
- **Immobilisations incorporelles** : elles se composent principalement des logiciels et licences enregistrés au bilan à leur coût d'acquisition et du fonds de commerce. Les logiciels sont amortis linéairement sur une durée de 5 ans.
- **Immobilisations corporelles** : elles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production pour celles produites en interne. Les amortissements pour dépréciation

sont calculés suivant le mode linéaire en fonction des durées d'utilisations usuelles au Maroc. Ainsi les constructions sont amorties sur 20 ans, les installations techniques, matériel et outillage sur 10 ans, le matériel informatique sur 6 ans et 8 mois et le matériel et mobilier de bureau, agencements et aménagement divers sur 10 ans.

- **Immobilisations financières** : les titres de participation non consolidés sont comptabilisés à leur valeur d'acquisition. À la clôture de l'exercice, les moins-values, le cas échéant, font l'objet de provision.
- **Subventions d'investissements** : les subventions reçues par Ciments du Maroc et ses filiales consolidées figurent au passif du bilan consolidé parmi les capitaux propres.
- **Créances et dettes en monnaies étrangères** : les gains latents et les pertes latentes de conversion sont pris en considération dans le compte de résultat.
- **Contrats de location financement** : les biens acquis au moyen de contrats de location financement "leasing" font l'objet d'un retraitement dans les comptes consolidés dans la mesure où ils présentent un caractère significatif. Les actifs retraités sont identifiés dans le tableau d'évolution des immobilisations.
- **Provisions réglementées** : les écritures passées pour la seule application des législations fiscales sont éliminées dans les comptes consolidés.
- **Engagement de retraite et prestations assimilées** : les engagements comptabilisés, en matière d'indemnités de départ à la retraite et de couverture médicale du personnel retraité, sont calculés en appliquant une évaluation actuarielle. Cette évaluation a été confiée à un cabinet spécialisé.
- **Impôts différés** : les impositions différées résultantes des décalages temporaires et des retraitements de consolidation sont calculées sur la base du taux en vigueur.

6- RÉSULTAT PAR ACTION

Le résultat net par action est calculé en divisant le résultat net consolidé par le nombre d'actions en circulation à la clôture de l'exercice.

7- COMPARABILITÉ DES COMPTES

Les données comparatives ont été retraitées et présentées selon les mêmes normes. Aucun changement n'est à relever.

BILAN ACTIF CONSOLIDÉ AU 31 DÉCEMBRE 2012		EN MILLIERS DE DIRHAMS
ACTIF	Au 31 décembre 2012	Au 31 décembre 2011
Actif immobilisé	5 690 689	6 189 337
Écart d'acquisition	2 865	3 343
Immobilisations incorporelles	283 732	284 538
Immobilisations corporelles	3 930 382	4 175 360
Immobilisations financières	1 431 544	1 674 438
Actifs d'impôts différés	41 815	48 489
Titres mis en équivalence	351	3 169
Actif circulant	1 766 287	1 602 754
Stocks et en cours	515 180	465 851
Clients et comptes rattachés	713 979	524 798
Autres créances et comptes de régularisation	269 255	151 400
Valeurs mobilières de placement	221 289	424 828
Disponibilités	46 584	35 877
Total de l'actif	7 456 976	7 792 091

BILAN PASSIF CONSOLIDÉ AU 31 DÉCEMBRE 2012		EN MILLIERS DE DIRHAMS
PASSIF	Au 31 décembre 2012	Au 31 décembre 2011
Capitaux propres part Groupe	5 935 966	5 785 043
Capital	1 443 600	1 443 600
Primes	200 998	200 998
Réserves consolidées	3 635 088	3 164 456
Résultat net part Groupe	656 280	975 892
Autres	0	97
Intérêts minoritaires	27 548	23 798
Provisions pour risques et charges	112 067	109 775
Dettes	1 381 395	1 873 475
Emprunts et dettes financières	330 000	770 000
Fournisseurs et comptes rattachés	527 339	514 869
Autres dettes et comptes de régularisation	339 291	484 606
Trésorerie - Passif	184 765	104 000
Total du passif	7 456 976	7 792 091

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ AU 31 DÉCEMBRE 2012		EN MILLIERS DE DIRHAMS
COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES	Au 31 décembre 2012	Au 31 décembre 2011
Chiffres d'affaires	3 613 176	3 977 509
Autres produits d'exploitation	20 765	62 265
Achats consommés	-1 820 617	-2 026 391
Charges de personnel	-244 018	-241 552
Autres charges d'exploitation	-7 163	-6 391
Impôts et taxes	-25 411	-30 326
Dotations d'exploitation	-462 815	-477 153
Résultat d'exploitation	1 073 916	1 257 961
Charges et produits financiers	-187 498	62 084
Résultat courant	886 418	1 320 045
Charges et produits non courants	-2 162	17 503
Impôts sur les résultats	-215 052	-353 668
Résultat net des entreprises intégrées	669 204	983 880
Quote-part dans les résultats des entreprises incluses par mise en équivalence	-2 817	127
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition	-478	-477
Résultat net de l'ensemble consolidé	665 910	983 530
Résultat minoritaire	9 630	7 638
Résultat net part Groupe	656 280	975 892
Résultat net consolidé par action en dirhams	46	68

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉ AU 31 DÉCEMBRE 2012

EN MILLIERS DE DIRHAMS

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉ	Au 31 décembre 2012	Au 31 décembre 2011
Résultat net des sociétés intégrées	669 204	983 880
Élimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité		
* Dotations nettes consolidées	681 932	453 138
* Reprises subventions d'investissements	-97	-116
* Variation des impôts différés	6 674	4 403
* Plus ou moins values de cession nettes d'impôt	-1 941	-15 034
* Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence	-2 817	126
Capacité d'autofinancement des sociétés intégrées	1 352 955	1 426 397
Dividendes reçus de sociétés mises en équivalence		
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	-489 209	-130 194
Flux net de trésorerie généré par l'activité	863 746	1 296 203
Acquisitions d'immobilisations, nettes d'impôt	-193 944	-384 520
Cessions d'immobilisations, nettes d'impôt	7 721	53 931
Variation immobilisations financières	19	-5 931
Incidence des variations de périmètre	0	-4 659
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-186 203	-341 179
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	-505 260	-433 080
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	-5 880	-4 777
Augmentations de capital en numéraire		
Émissions d'emprunts		
Remboursement d'emprunts	-440 000	-440 000
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	-951 140	-877 857
Variation de trésorerie	-273 597	77 167
Trésorerie d'ouverture	356 706	279 539
Trésorerie de clôture	83 109	356 706
Incidence des variations des monnaies étrangères		
Variation de trésorerie	-273 597	77 167

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS (Part groupe)

EN MILLIERS DE DIRHAMS

	Capital	Primes	Réserves consolidées	Résultat de l'exercice	Autres			Total des capitaux propres
					Écart de conversion	Titres de l'entreprise consolidée	Total autres (*)	
Situation au 31-12-2010	1 443 600	200 998	2 732 355	865 181			212	5 242 346
Affectation du résultat 2010			865 181	-865 181				
Distribution par l'entreprise consolidante			-433 080					
Résultat consolidé 2011				975 892			-115	
Augmentation du capital								
Autres affectations								
Situation au 31-12-2011	1 443 600	200 998	3 164 456	975 892			97	5 785 043
Affectation du résultat 2011			975 892	-975 892				
Distribution par l'entreprise consolidante			-505 260					
Résultat consolidé 2012				656 280			-97	
Augmentation du capital								
Autres affectations								
Situation au 31-12-2012	1 443 600	200 998	3 635 088	656 280			0	5 935 966

(*) Subventions pour investissements.



ÉVOLUTION DES IMMOBILISATIONS

EN MILLIERS DE DIRHAMS

	Valeurs brutes au 31-12-2011	Augmentations	Diminutions	Virements poste à poste	Cessions et sorties	Valeurs brutes au 31-12-2012
Écart d'acquisition	9 550	0	0	0	0	9 550
Immobilisations incorporelles	302 967	0	0	642	0	303 609
Brevets marque droits et valeurs similaires	24 367			642		25 009
Fonds commercial	278 600					278 600
Immobilisations corporelles	7 956 417	1 93 944	0	-642	9 021	8 140 698
Terrains	69 058				2 840	66 218
Constructions	1 644 353			13 646		1 657 999
Installations techniques, matériel et outillage	5 638 593			219 196	977	5 856 812
Matériel de transport	91 034			1 546	5 204	87 376
Mobilier, matériel de bureau et aménagements divers	104 957			8 154		113 111
Immobilisations en cours	408 422	193 944		-243 184		359 182
Immobilisations financières	1 675 931	2 797	0	0	2 737	1 675 991
Titres de participation non consolidés	1 612 138				2 737	1 609 401
Prêts immobilisés	41 579	2 797				44 376
Autres créances financières	22 214					22 214
Titres mis en équivalence	3 168		2 817			351
Total	9 948 033	196 741	2 817	0	11 758	10 130 199

ÉVOLUTION DES AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS

EN MILLIERS DE DIRHAMS

	Montants au 31-12-2011	Dotations	Reprises	Cessions et sorties	Virements poste à poste	Montants au 31-12-2012
Écart d'acquisition	6 207	478				6 685
Immobilisations incorporelles	18 429	1 448				19 877
Brevets marque droits et valeurs similaires	18 429	1 448				19 877
Fonds commercial						
Immobilisations corporelles	3 781 056	448 867	13 630	5 978		4 210 315
Terrains						
Constructions	739 624	67 826				807 450
Installations techniques, matériel et outillage	2 881 811	371 592	13 630	977		3 238 796
Matériel de transport	84 829	3 234		5 001		83 062
Mobilier, matériel de bureau et aménagements divers	74 792	6 215				81 007
Immobilisations en cours						
Immobilisations financières	1 493	242 955				244 448
Titres de participation non consolidés		242 955				242 955
Prêts immobilisés	1 198					1 198
Autres créances financières	295					295
Total	3 807 185	693 748	13 630	5 978	0	4 481 325

FLUX DES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

EN MILLIERS DE DIRHAMS

	Montants au 31-12-2011	Dotations	Reprises	Montants au 31-12-2012
Provisions pour risques	1 635	860		2 495
Provisions pour charges	108 140	4 266	2 834	109 572
Provisions pour impôts	0			0
Total	109 775	5 126	2 834	112 067

TABLEAU DES TITRES DE PARTICIPATION NON CONSOLIDÉS

EN MILLIERS DE DIRHAMS

Sociétés non consolidées	détention du groupe	Capital social	Résultat net au 31-12-2012	Valeurs nettes au 31-12-2012	Valeurs nettes au 31-12-2011	Variation
SUEZ CEMENT COMPANY (1)	11,7 %	909 283	596 445	1 357 880	1 600 835	-242 955
CINORD (2)	15,0 %	1 340 000	847 106	8 421	8 421	0
MARGUERITE VIII (3)	100,0 %	100	-130	0	1 774	-1 774
MARGUERITE X (3)	100,0 %	100	-94	0	963	-963
BANQUE POPULAIRE				145	145	0
Total				1 366 446	1 612 138	-245 692

(1) Le capital social et le résultat net sont exprimés en milliers de Livre Égyptienne.

(2) Le capital social et le résultat net sont exprimés en milliers d'Ouguiya Mauritanienne.

(3) Les sociétés opérant dans l'immobilier ont été dissoutes le 31 décembre 2012.

TABLEAU DES CRÉANCES

EN MILLIERS DE DIRHAMS

	Valeurs brutes au 31-12-2012	Moins d'un an	Plus d'un an	Dépréciation	Valeurs nettes au 31-12-2012	Valeurs nettes au 31-12-2011
Clients et comptes rattachés	773 900	773 900		59 922	713 979	524 798
Autres créances et comptes de régularisation	272 027	272 027		2 772	269 255	151 400
Fournisseurs débiteurs	13 565	13 565		903	12 661	2 791
Personnel	5 140	5 140		619	4 521	4 373
État	189 510	189 510			189 510	86 206
Comptes d'associés	0					
Autres débiteurs	41 915	41 915		1 249	40 666	39 214
Comptes de régularisation actif	21 898	21 898			21 898	18 816
Total	1 045 927	1 045 927		62 693	983 234	676 198



TABLEAU DES DETTES

EN MILLIERS DE DIRHAMS

	Montants au 31-12-2012	Moins d'un an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Montants au 31-12-2011
Emprunts et dettes financières	330 000	330 000	0	0	770 000
Emprunts bancaires LT	330 000	330 000			770 000
Fournisseurs et comptes rattachés	527 339	527 339	0	0	514 869
Autres dettes et comptes de régularisation	339 291	339 291	0	0	484 606
Clients créditeurs, avances et acomptes	12 311	12 311			13 176
Personnel	12 033	12 033			11 693
Organismes sociaux	24 600	24 600			24 232
État	132 056	132 056			220 639
Comptes d'associés	8 297	8 297			7 944
Autres créanciers	139 905	139 905			190 497
Comptes de régularisation passif	993	993			43
Provisions pour risques et charges	9 097	9 097			16 382
Total	1 196 630	1 196 630	0	0	1 769 475

ENGAGEMENTS HORS BILAN

EN MILLIERS DE DIRHAMS

	Au 31 décembre 2012	Au 31 décembre 2011
Engagements donnés	31 942	28 599
Cautions de garantie	31 942	28 599
Autres engagements donnés		
Engagements reçus	495 243	990 453
Avals et cautions reçues	188 095	182 774
Autres engagements reçus	307 148	807 679

PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

EN MILLIERS DE DIRHAMS

Société	Activité	Pourcentage d'intérêt 2012	Pourcentage d'intérêt 2011	Méthode de consolidation
Ciments du Maroc	Ciment	100	100	Intégration globale
Bétomar	Granulats et Béton	100	100	Intégration globale
Indusaha	Ciment	91	91	Intégration globale
Ecocim	Autres	30	30	Mise en équivalence

VARIATION DU PÉRIMÈTRE

Le périmètre de consolidation de la société Ciments du Maroc n'a connu aucun changement au titre de l'exercice 2012.



37, boulevard Abdellatif Ben Kaddour
20 050 Casablanca
Maroc



11, avenue Bir Kacem
10 170 Rabat - Souissi
Maroc

Aux actionnaires de la Société
CIMENTS DU MAROC
621, boulevard Panoramique
20 150 Casablanca

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS AU 31 DÉCEMBRE 2012

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la société Ciments du Maroc, comprenant le bilan au 31 décembre 2012, ainsi que le compte de résultat, l'état de variations des capitaux propres et le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, et des notes contenant un résumé de principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives. Ces états financiers consolidés font ressortir un montant des capitaux propres consolidés de KMAD 5 963 514 dont un bénéfice net consolidé de KMAD 665 910.

Responsabilité de la Direction

La Direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états financiers consolidés, conformément aux normes comptables nationales en vigueur. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation des états financiers consolidés ne comportant pas d'anomalie significative, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Responsabilité de l'Auditeur

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers consolidés sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique, de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalie significative.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états financiers consolidés contiennent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En procédant à ces évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation des états financiers consolidés afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci.

Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion sur les états financiers consolidés

À notre avis, les états financiers consolidés de la société Ciments du Maroc, cités au premier paragraphe ci-dessus donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'ensemble constitué par les entités comprises dans la consolidation au 31 décembre 2012, ainsi que de la performance financière et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Le 21 mars 2013

ERNST & YOUNG
Bachir TAZI
Associé

Les Commissaires aux Comptes

KPMG
Fessal KOHEN
Associé

Informations juridiques

Raison sociale

CIMENTS DU MAROC

Forme

Société anonyme régie par la législation marocaine (Loi n° 17-95 modifiée et complétée par la loi n° 20-05 et le Dahir du 21 septembre 1993 relatif au Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières (CDVM)).

RC

Registre chronologique n° 2535.

Registre analytique n° 70617.

Date de constitution

28 juin 1951

Objet

La société a pour objet :

à titre principal : la fondation, l'acquisition, l'exploitation d'usines à ciment, à chaux ou autres liants hydrauliques et matériaux de construction au Maroc ou en tout autre pays, et généralement tout ce qui a rapport à la fabrication, au commerce, à l'industrie, aux applications de tous liants hydrauliques et de tous matériaux de construction ainsi que de tous produits entrant dans cette fabrication ou de tous produits pouvant en dériver, **à titre accessoire** : toutes études, recherches, expériences et essais intéressant ces applications techniques et industrielles, **d'une manière générale** : toutes opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières et immobilières se rattachant, directement ou indirectement, aux activités ci-dessus énoncées ou susceptibles de favoriser le développement de la société.

Siège Social

621, boulevard Panoramique, 20150 Casablanca.

Durée

La durée de la société est fixée à quatre-vingt-dix-neuf ans, à compter de sa constitution définitive.

Capital social

Le capital social est fixé à la somme de 1 443 600 400 DH, divisé en 14 436 004 actions ayant une valeur nominale de 100 DH.

Documents juridiques

Les statuts, procès-verbaux d'assemblées, rapports des commissaires aux comptes... peuvent être consultés au siège social, 621, boulevard Panoramique, 20150 Casablanca.

Exercice social

Du 1^{er} janvier au 31 décembre.

Répartition des bénéfices

Les produits de l'exercice, déduction faite des charges de la période, de tous amortissements et de toutes provisions, généralement quelconques, constituent le résultat net de l'exercice.

En cas de résultat positif, le bénéfice net ainsi dégagé, diminué le cas échéant des pertes nettes antérieures, fait l'objet d'un prélèvement de 5 % affecté à un fonds de réserve légale ; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le montant de la réserve légale excède le dixième du capital social.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice net de l'exercice, après dotation à la réserve légale et affectation des résultats nets antérieurs reportés. Sur ce bénéfice, l'assemblée générale peut prélever toute somme qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tout fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires, ou de reporter à nouveau.

Le solde, s'il en existe, est attribué aux actionnaires sous forme de dividendes.

Assemblées générales

Les assemblées générales sont convoquées et délibèrent dans les conditions prévues par la loi. Les réunions ont lieu au jour, heure et lieu indiqués sur l'avis de convocation. Tout actionnaire peut participer personnellement ou par mandataire aux assemblées sur justification de la propriété de ses titres, soit sous la forme d'une inscription nominative, soit sous la forme d'un certificat d'immobilisation de ses titres au porteur bloqués pendant les cinq jours qui précèdent l'Assemblée.

Actions

Les actions entièrement libérées sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire, à l'exception de celles détenues par les administrateurs, qui seront nominatives conformément à la loi.

Droit de vote

Chaque membre de l'assemblée a autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.

Franchissement de seuils statutaires

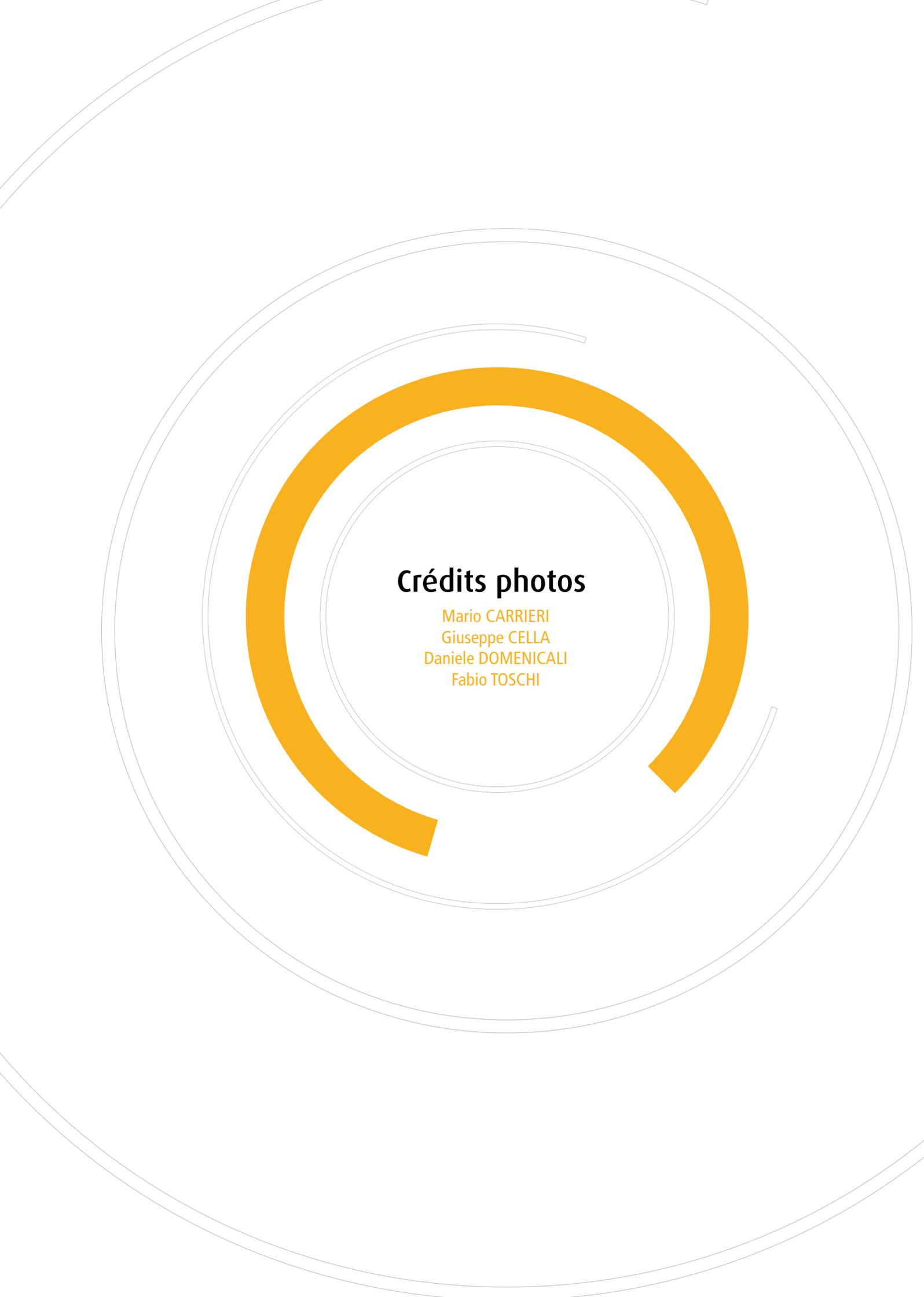
Tout actionnaire, agissant seul ou de concert, qui vient à posséder ou à céder un nombre d'actions représentant plus de 5 % ou un multiple de 5 % du capital social ou des droits de vote de la société, est tenu d'en informer ladite société, le Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières (CDVM) et la Société de la Bourse des Valeurs de Casablanca (SBVC). À défaut, l'actionnaire perd le droit de vote sur les actions excédant la fraction qui aurait dû être déclarée pour toute assemblée d'actionnaires qui se tiendrait jusqu'à l'expiration d'un délai de deux ans à compter de la date de transfert non déclarée.

Nombre d'actionnaires

14 actionnaires, détenant 71,30 % du capital social, étaient présents ou représentés lors de la dernière assemblée générale ordinaire du 17 mai 2013.

Actionnaires ou groupes d'actionnaires contrôlant plus de 5 % du capital social

Les membres du conseil d'administration détiennent, au 31 décembre 2012, directement ou indirectement, 84,32 % du capital social.

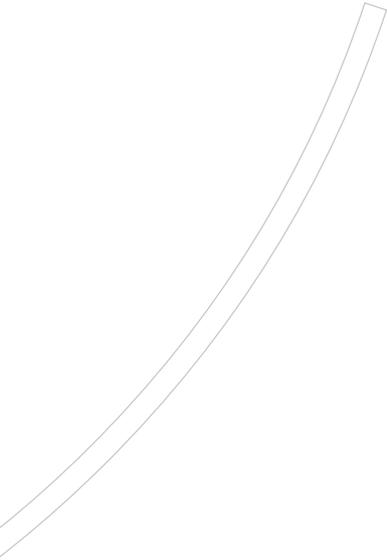
The page features a central graphic consisting of several concentric circles. The outermost circle is a thin grey line. Inside it is a slightly smaller thin grey circle. The next layer is a thick, vibrant orange ring that is not fully closed, with a gap on the right side. The innermost layer is a thin grey circle. In the center of these circles, the text is displayed.

Crédits photos

Mario CARRIERI
Giuseppe CELLA
Daniele DOMENICALI
Fabio TOSCHI



إسمنت المغرب
Ciments du Maroc
Italcementi Group



Ciments du Maroc

621, boulevard Panoramique, 20150 Casablanca - Maroc

Tél.: +212 522 85 94 à 59 - Fax: +212 522 52 23 11

www.cimentsdumaroc.com